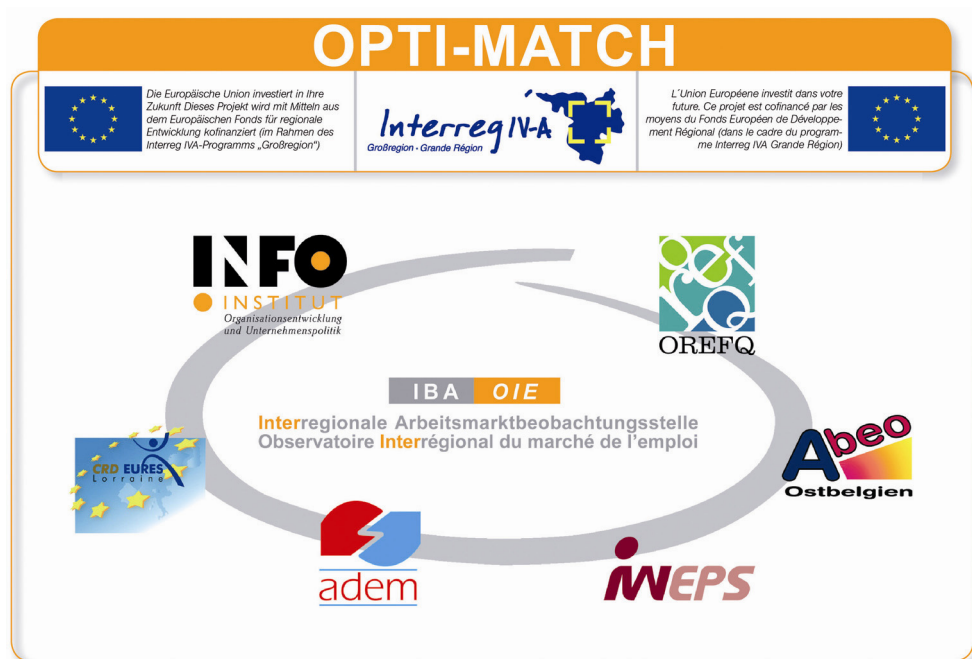


La Grande Région comparée aux autres métropoles / régions frontalières européennes

Résultats d'une analyse statistique et quantitative dans le cadre du projet OPTI-MATCH (action 2 - perspective extérieure)



PROJEKT/PROJET

**OPTI
MATCH**



La Grande Région comparée aux autres métropoles / régions frontalières européennes

Résultats d'une analyse statistique et quantitative dans le cadre du projet OPTI-MATCH
(action 2 - perspective extérieure)

« Coopération et concurrence dans la Grande Région :
l'optimisation des processus de compatibilité de l'offre et de la demande sur le marché de
l'emploi de la Grande Région »

subventionné dans le cadre du
programme Interreg IVA « Grande Région »



**Observatoire interrégional
du marché de l'emploi**

c/o INFO-Institut
Pestelstrasse 6
D-66119 Sarrebruck

Situation :
juin à août 2009

Sarrebruck 2009

Sommaire

1. Introduction	1
1.1 Toile de fond	1
1.2 Objectifs et méthode	2
2. Indicateurs socio-économiques	7
2.1 Population	7
<i>Evolution de la population totale</i>	<i>7</i>
<i>Mouvement démographique naturel</i>	<i>8</i>
<i>Mouvements migratoires</i>	<i>8</i>
2.2 Economie	10
<i>Volume et évolution du produit intérieur brut</i>	<i>10</i>
<i>PIB par habitant</i>	<i>11</i>
<i>Productivité de travail – PIB par actif occupé</i>	<i>12</i>
<i>Structure de la valeur ajoutée brute</i>	<i>13</i>
2.3 Emploi total	15
<i>Taux d'emploi dans la population totale</i>	<i>15</i>
<i>Evolution de l'emploi</i>	<i>16</i>
<i>Densité d'emploi</i>	<i>17</i>
<i>Structure des actifs occupés par secteurs de l'économie</i>	<i>18</i>
3. Emploi frontalier	20
3.1 Grande Région	20
3.2 Euregio Meuse-Rhin	22
3.3 Espace transfrontalier franco-valdo-genevois	24
3.4 Lille-Kortrijk-Tournai	26
3.5 Rhin supérieur	27
3.6 Øresund	29
3.7 Wien-Bratislava	30
4. Synthèse et perspectives	32
Bibliographie et sources	35

1. Introduction

1.1 Toile de fond

Dans le sillage de la globalisation et des progrès de l'unité au sein d'une Europe élargie, on assiste à une redistribution des cartes en matière de croissance. Alors que les frontières nationales ont progressivement tendance à s'effacer, les régions en particulier ne cessent de gagner en importance. C'est notamment le cas des régions métropolitaines et des grandes agglomérations, celles-ci disposant, du fait d'une grande puissance socio-économique, de potentiels particuliers dans le contexte d'une concurrence géographique renforcée entre les régions. Elles font très souvent preuve d'une grande dynamique de développement, rassemblent la majeure partie de la population sur leur territoire, concentrent de nombreux emplois et entreprises et forment, à travers une forte densité d'activités telles que des réseaux d'acteurs, des centres névralgiques territoriaux en termes d'innovation, de gestion économique et politique ainsi que d'échanges culturels et de connaissances. Globalement, elles ont un rôle moteur dans le développement économique, social et culturel et vocation de contribuer de manière décisive à l'amélioration des performances et de la compétitivité de l'Europe ainsi qu'à l'accélération du processus d'intégration européen. Conformément à la stratégie de Lisbonne, la Commission européenne soutient ainsi également l'aide aux métropoles existantes et aux projets de création de nouveaux espaces métropolitains comme piliers de la croissance économique (« renforcer les points forts »).

Toutefois, les grandes régions métropolitaines et urbaines internationales ne sont pas les seules à jouer un rôle essentiel pour l'unité de l'Europe. Les régions frontalières y tiennent elles aussi, et tout particulièrement, une place prépondérante. Avec les progrès du processus d'intégration au sein de l'Union européenne, leur importance s'est considérablement modifiée. Autrefois généralement considérées, en raison de leur situation excentrée, comme des territoires périphériques et défavorisés, aux structures faiblement développées, de nombreuses régions frontalières attirent l'attention sur elles aujourd'hui, grâce à leur statut d'espaces économiques, de vie et d'action communs dotés de caractères d'unicité et de dynamiques de développement spécifiques, , sauf si elles se sont, sur un plan politique, explicitement fixées pour objectif la création d'une métropole régionale transfrontalière.

La Grande Région SaarLorLux-Rhénanie-Palatinat-Wallonie, forte de son important potentiel démographique et économique, manifeste elle aussi son intention politique de créer sur le long terme, en intensifiant et en développant les rapports de coopération, une métropole polycentrique et transfrontalière.¹ Aussi, dans le cadre du 11^{ème} Sommet de la Grande Région, la Présidence luxembourgeoise a, pour la première fois et de manière cohérente, posé les questions du développement du territoire au centre des débats, initiant en conséquence des mesures et des projets devant contribuer, durant la prochaine présidence du Sommet, à la mise en place progressive d'une région métropolitaine polycentrique transfrontalière (RMPT). A cet égard, le projet Metroborder² lancé en janvier 2009 pour une durée de deux

¹ Cf. déclaration commune du 10^e Sommet de la Grande Région, Namur, 8 février 2008, p. 10.

² Cf. http://www.espon.eu/main/Menu_Projects/Menu_TargetedAnalyses/metroborder.html et http://www.wen.uni.lu/research/flshase/laboratoire_de_geographie_et_aménagement_du_territoire/research/espon_metroborder

ans dans le cadre de l'ESPON³ tiendra un rôle de première importance. Il doit, sous l'égide de l'Université du Luxembourg, servir à définir une stratégie commune permettant à la Grande Région de concurrencer les grands espaces métropolitains européens, de renforcer ses potentiels économiques et son attractivité, de promouvoir un développement du territoire polycentrique à travers une nouvelle relation ville-campagne et de permettre un accès égal au savoir et aux équipements par la pérennisation des réseaux de formation et de recherche.⁴

Ces objectifs stratégiques et les mesures qui en découlent sont déterminants pour l'économie et le marché de l'emploi de la Grande Région. Comme le montrent les récents travaux de l'OIE, le marché de l'emploi de la Grande Région se verra confronté à des défis majeurs dans le futur : l'évolution vers les services à fort contenu de savoir et les secteurs de production axés sur la technologie observée dans le prolongement de la mutation sectorielle impose non seulement l'impérieuse nécessité de poursuivre le renouvellement structurel de l'économie de la Grande Région, mais génère également une demande croissante de main-d'œuvre mieux qualifiée. Simultanément, face à la réduction d'une population active qui vieillit, le marché de l'emploi sera progressivement privé avant tout des principaux détenteurs du savoir moderne, les 20 à moins de 35 ans. Ceci renforcera les pénuries de main-d'œuvre qualifiée déjà constatées. Les effets de la crise économique et financière qui frappe actuellement la planète ne modifieront en rien le fond du problème structurel qui se pose au marché de l'emploi de la Grande Région. Il est bien davantage à redouter que si la tendance à l'émigration des jeunes gens qualifiés observée dans certaines composantes régionales se confirme, les pénuries s'aggravent encore dans la Grande Région et se répercutent également sur l'économie. Pour mettre en place un marché de l'emploi qui soit viable dans l'avenir, il est donc nécessaire au premier chef que, parallèlement à l'immigration de main-d'œuvre qualifiée, les ressources disponibles soient mieux exploitées et développées en créant un lien entre des jeunes gens disposant d'une bonne formation et un environnement économique, de travail et de vie attrayant ainsi qu'à travers une forte implication dans l'enseignement et la vie active de tous les groupes de travailleurs.

1.2 Objectifs et méthode

D'une manière générale, il apparaît de plus en plus important, face aux progrès de la globalisation et à la concurrence croissante entre les régions, de proposer, pour un développement de l'économie et du marché de l'emploi de la Grande Région, un contexte attrayant et efficace, avec une qualité d'environnement, de travail et de vie élevée à promouvoir à l'intérieur (renforcement de la conscience régionale) comme à l'extérieur (augmentation de la valeur stratégique et du degré de notoriété) vis-à-vis des institutions, des entreprises, des travailleurs qualifiés et de leurs familles. Car la Grande Région n'est pas une zone de concentration urbaine, comme par exemple la Ruhr, et ne dispose pas non plus d'une métropole au sens classique du terme, susceptible de concurrencer directement les autres métropoles européennes ou internationales telles que Londres ou Paris. Une chance toute particulière de consolider son rayonnement socio-économique et son attractivité au niveau européen s'offre toutefois à elle à travers le renforcement des coopérations interrégionales et

³ ESPON – European Spatial Planning Observation Network.

⁴ Cf. déclaration commune du 11^e Sommet de la Grande Région, Château de Senningen, 17 juillet 2009, p. 7.

l'exploitation accrue des potentiels que recèlent les liens transfrontaliers au niveau de l'économie, du marché de l'emploi et de la formation dans l'ensemble de la région - c'est-à-dire des espaces urbains jusqu'aux territoires ruraux - pour ainsi renforcer le caractère d'une région européenne modèle et en même temps, par la suppression des barrières géographiques et des obstacles au sein de l'espace de coopération, assurer le renforcement de la cohésion territoriale interne au sens du nouveau Traité de Lisbonne. Dans une Europe en cours de formation, il existe toutefois également d'autres espaces frontaliers avec une dynamique de développement et un pouvoir de rayonnement étendu à l'ensemble du continent qui, à travers une coopération par-delà les frontières nationales, souhaitent améliorer leurs chances de s'imposer parmi les régions à fort potentiel économique et innovant en Europe, ces espaces ayant déjà remporté des succès décisifs sur ce plan. Cette thématique a été examinée, et discutée en se référant à des exemples précis, à l'échelle européenne, au travers de concepts de base concernant les « agglomérations transfrontalières » et les « régions métropolitaines », conjointement avec des experts de la Grande Région et de régions métropolitaines et frontalières limitrophes dès le mois de janvier 2009 lors d'un premier atelier-débat organisé dans le cadre du projet OIE « OPTI-MATCH » subventionné par le programme Interreg-IVA ,Grande Région'.⁵

A titre complémentaire, un autre module, de dimension plus réduite, du projet OPTI-MATCH a, dans le cadre de la perspective dite extérieure (action 2), pour objectif, sur la base d'une analyse principalement statistique et quantitative, d'étudier comment la Grande Région s'affirme au regard des principaux indicateurs socio-économiques, en comparaison à d'autres régions frontalières européennes. D'une part, des données-clés harmonisées concernant la population, l'économie et l'emploi sont recueillies auprès d'Eurostat. D'autre part, des chiffres de référence touchant à l'étendue et à la structure du marché de l'emploi transfrontalier sont collectés dans les régions comparées et synthétisés dans le cadre d'une brève présentation.

Les régions comparées sont situées en zone frontalière et, soit, se trouvent dans l'environnement géographique de la Grande Région⁶, soit attirent l'attention sur elles en raison d'une dynamique de développement remarquable ou, comme la Grande Région, présentent une structure territoriale polycentrique, c'est-à-dire disposant de deux centres urbains, ou davantage, jouant un rôle prépondérant de pôle d'attraction dans leur contexte territorial, constituant des éléments moteurs du développement économique de leur région respective, donnant accès à d'importants marchés de l'emploi. Il s'agit dans le détail des régions suivantes :

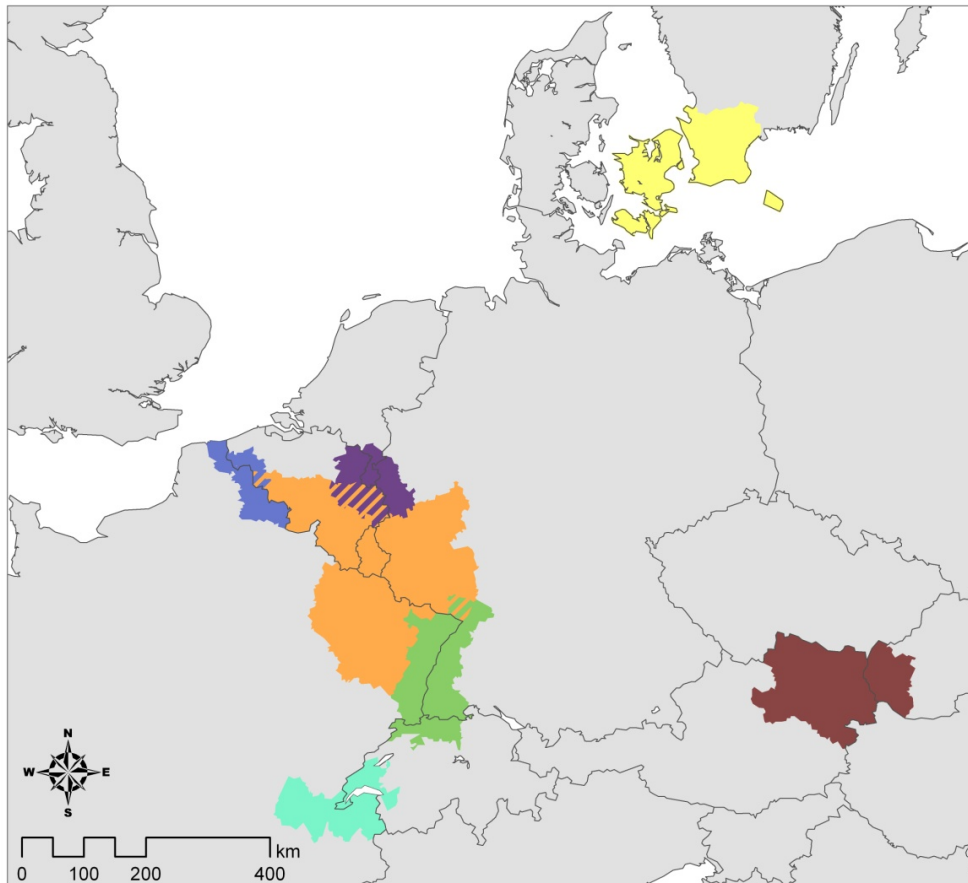
- ▶ Espace transfrontalier franco-valdo-genevois (CH-FR)
- ▶ Euregio Meuse-Rhin (BE-DE-NL)
- ▶ Lille (Dép. Nord)-Kortrijk (Courtrai)-Tournai (BE-FR)

⁵ Cf. documentation des manifestations de l'Observatoire interrégional du marché de l'emploi (éd.) : Assurer l'avenir : les régions frontalières, des pôles régionaux au développement dynamique dans un contexte de la concurrence interrégionale. Documentation du premier atelier-débat dans le cadre du projet OPTI-MATCH, le 21 janvier 2009 à Luxembourg, Sarrebruck, avril 2009.

⁶ Dans trois cas, il y a des zones d'imbrication avec la Grande Région : Euregio-Meuse-Rhin (Province de Liège/CG de Belgique qui font partie de la Wallonie) ; Lille (Dép. Nord)-Kortrijk-Tournai (arrondissements de Mouscron et de Tournai qui font partie de la province wallonne du Hainaut) ; Rhin supérieur (Palatinat du sud avec les circonscriptions de Gernersheim et Südliche Weinstrasse ainsi que la ville de Landau qui font partie de la Rhénanie-Palatinat).

- ▶ Rhin supérieur (CH-DE-FR)
- ▶ Øresund (DK-SE)
- ▶ Wien (Vienne)-Bratislava (AT-SK)

Analyse comparative des régions frontalières



- Øresund
- Wien-Bratislava
- Espace transfrontalier franco-valdo-genevois
- Oberrhein / Rhin supérieur
- Euregio Maas-Rhein / Euregio Meuse-Rhin
- Lille (Dép. Nord)-Kortrijk-Tournai
- Großregion / Grande Région
- Überschneidung Oberrhein mit Großregion /
Zone d'imbrication du Rhin supérieur avec la Grande Région
- Überschneidung Euregio Maas-Rhein mit Großregion /
Zone d'imbrication de l'Euregio Meuse-Rhin avec la Grande Région
- Überschneidung Lille (Dép. Nord)-Kortrijk-Tournai mit Großregion /
Zone d'imbrication de Lille (Dép. Nord)-Kortrijk-Tournai avec la Grande Région
- Nationalstaaten / Etats-Nations

Les données de référence socio-économiques proviennent, comme prévu par les concepteurs du projet, obtenus auprès de la base de données régionale d'Eurostat. Le découpage géographique se fonde sur la classification européenne des unités territoriales statistiques (NUTS)⁷ à structure hiérarchique. A l'échelon NUTS 2, les données requises ne sont disponibles que pour la Grande Région. Le découpage géographique pour toutes les autres régions frontalières est effectué au niveau NUTS 3, le plus bas disponible chez Eurostat.⁸ Cependant, les délimitations régionales NUTS 3 ne correspondent pas obligatoirement dans tous les cas aux définitions territoriales et technico-administratives retenues par les régions choisies, si bien que des différences peuvent très bien apparaître ici (p. ex. Lille-Kortrijk-Tournai; Euregio Meuse-Rhin, cf. tableau ci-dessous).

Région	Classification NUTS
GR. Région - totalité (BE-DE-FR-LU)	BE3 Région Wallonne, DEB Rheinland-Pfalz, DEC Saarland, FR41 Lorraine, LU Luxembourg
Euregio Meuse-Rhin (BE-DE-NL)	BE22 Prov. Limbourg; BE33 Prov. Liège (dt. BE336 DG Belgien); DEA21 Aachen, kreisfreie Stadt; DEA25 Aachen, Kreis; DEA26 Düren, Kreis; DEA28 Euskirchen, Kreis; DEA29 Heinsberg, Kreis; NL423 Zuid Limburg; NL422 Midden Limburg (partiellement seulement dans l'Euregio).
Espace transfrontalier franco-valdo-genevois (CH-FR)	CH011 Vaud; CH013 Genève; FR711 Ain; FR718 Haute-Savoie
Lille (Dép. Nord)-Kortrijk-Tournai (BE-FR)	BE253 Arr. Leper; BE254 Arr. Kortrijk; BE256 Arr. Roeselare; BE324 Arr. Mouscron; BE327 Arr. Tournai; FR301 Nord (bien au-delà de l'agglomération lilloise).
Rhin supérieur (CH-DE-FR)	CH023 Solothurn; CH025 Jura; CH031 Basel-Stadt; CH032 Basel-Land; CH033 Aargau; DE121 Baden-Baden, Stadtkreis; DE122 Karlsruhe, Stadt; DE123 Karlsruhe, Kreis; DE124 Rastatt; DE131 Freiburg i. Breisgau, Stadtkreis; DE132 Breisgau; DE133 Emmendingen; DE134 Ortenaukreis; DE139 Lörrach; DE13A Waldshut; DEB3E Germersheim; DEB33 Landau in der Pfalz, kreisfreie Stadt; DEB3H Südliche Weinstraße; FR42 Région Alsace (FR421 Bas-Rhin; FR422 Haut-Rhin). Délimitation selon le territoire Interreg IVA du Rhin supérieur ainsi que l'espace (identique) de la Conférence du Rhin supérieur (pour des raisons liées à la disponibilité des données toutefois sans les groupements intercommunaux de Dahner Felsenland et de Hauenstein faisant partie du district du Sud-ouest palatin (Kreis Südwestpfalz).
Øresund (DK-SE)	DK01 Hovedstaden (DK011 Byen København; DK012 Københavns omegn; DK013 Nordsjælland; DK014 Bornholm); DK02 Sjælland (DK021 Østsjælland; DK022 Vest- og Sydsjælland); SE224 Skåne län
Wien-Bratislava (AT-SK)	AT111 Mittelburgenland; AT112 Nordburgenland; AT12 Niederösterreich (AT121 Mostviertel-Eisenwurzen; AT 122 Niederösterreich-Süd; AT123 Sankt Pölten; AT124 Waldviertel; AT 125 Weinviertel; AT 126 Wiener Umland/Nordteil; AT 127 Wiener Umland/Südteil); AT 13 Wien; SK01 Bratislavský kraj; SK021 Trnavský kraj. Délimitation territoriale selon le « Cross Border Cooperation Programme Slovakia-Austria 2007-2013 ».

Ces restrictions méthodologiques ont également une incidence sur le choix et la composition de la liste des indicateurs dressée en tenant compte des critères de disponibilité statistique, considérations relatives aux contenus mises à part. Les études comparatives et les données de référence au niveau européen et international justement atteignent relativement vite leurs limites : contrairement au niveau NUTS 2, pour lequel on dispose d'au moins quelques indi-

⁷ NUTS = Nomenclature des unités territoriales statistiques.

⁸ Correspond, dans le cas des régions retenues pour la comparaison, aux arrondissements, Landkreisen et cantons suisses ; exception : France, NUTS 3 = départements.

cateurs structurels centraux et de données de référence selon la stratégie Lisbonne dans les domaines de l'éducation, des sciences, de la technologie et de l'innovation ainsi que, s'agissant du marché de l'emploi, de la masse d'indicateurs et caractéristiques socio-démographiques basés sur l'enquête européenne sur les forces de travail, les données sont extrêmement rares au niveau NUTS 3.⁹ C'est pourquoi, cette présentation doit nécessairement se limiter à une palette relativement restreinte d'indices et de périodes.¹⁰ Celle-ci se trouve encore réduite par le fait que, pour les régions frontalières avec une participation suisse (Rhin supérieur et Espace transfrontalier franco-valdo-genevois), on ne dispose d'aucune donnée concernant les comptes économiques sur lesquels la présente analyse est, en matière d'économie et d'emploi, pourtant principalement axée. En Suisse, au niveau des cantons, la référence est le revenu cantonal – une notion que ne connaît pas le système européen des comptes économiques intégrés (SEC), les définitions étant différentes. On ne peut donc obtenir de données SEC pour les cantons suisses auprès d'Eurostat.¹¹

La brève description, sur le fondement d'analyses secondaires des publications disponibles, de l'étendue et de la structure du marché de l'emploi transfrontalier dans les différentes régions comparées est elle aussi soumise à des restrictions. Les données dans les différentes régions sont extrêmement hétérogènes et ne correspondent absolument pas au niveau d'information obtenu dans la Grande Région grâce notamment aux travaux de l'OIE sur le marché de l'emploi transfrontalier. D'une manière générale, on ne dispose en partie que de très peu de chiffres. C'est tout particulièrement le cas des régions frontalières « plus récentes ». Des informations et des enseignements intéressants peuvent néanmoins être tirés de cette présentation. On peut en tout cas se faire une première opinion, à travers les principaux indices et données de base socio-économiques concernant l'étendue et la structure du marché de l'emploi, le positionnement potentiel de la Grande Région par rapport à d'autres régions frontalières européennes.

⁹ Même les informations sur le taux de chômage global issues de l'enquête européenne sur les forces de travail disponibles, en principe, jusqu'au niveau NUTS 3, n'ont pu être utilisées, d'importantes séries de données faisant défaut.

¹⁰ Pour une présentation détaillée qui, parallèlement aux données secondaires au niveau européen (ESPON, Eurostat), repose également sur des données nationales et régionales, il est fait référence aux résultats du projet ESPON déjà évoqué et qui devra s'achever en décembre 2010. Outre l'analyse approfondie de deux exemples de cas concernant la Grande Région et le Rhin supérieur, ce projet étudie les imbrications socio-économiques dans onze régions métropolitaines polycentriques transfrontalières au nombre desquelles figurent quelques-unes des régions objets de la présente comparaison. Cf. http://www.wen.uni.lu/research/flshase/laboratoire_de_geographie_et_aménagement_du_territoire/research/espont_metroborder.

¹¹ Au moins pour ce qui concerne le territoire du Rhin supérieur, ces lacunes ont en partie pu être comblées par prélèvement, dans le profil régional 2008, de certains indices à la fin de la période requise (2006). Ces données proviennent de la société BAK Basel Economics qui réalise ses propres calculs concernant le produit intérieur brut et la valeur ajoutée brute au niveau général et par secteur économique. S'agissant des statistiques officielles, le dernier calcul du revenu cantonal a été réalisé en 2004 ; par ailleurs, la valeur ajoutée brute n'est pas déterminée – ni globalement ni par secteur ou branche économique (information livrée verbalement par un représentant de l'office statistique du Canton de Bâle-Ville).

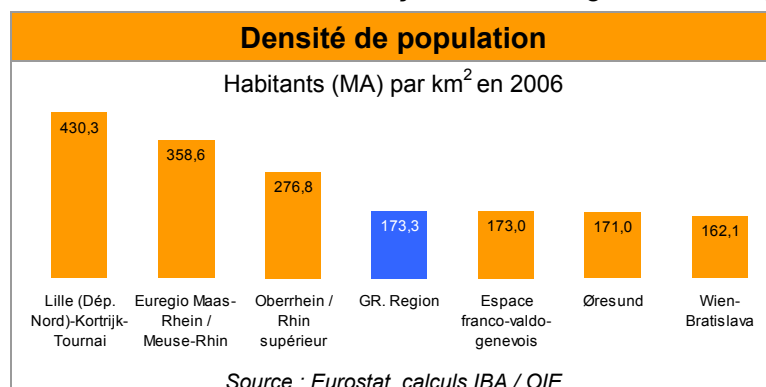
2. Indicateurs socio-économiques

2.1 Population

Avec 11,3 millions de personnes (MA 2006) vivant sur environ 65 400 km², la Grande Région est de loin la région frontalière la plus peuplée et la plus vaste, revêtant, en termes de surface et d'habitants, plutôt le caractère d'un Etat national.¹² Toutes les autres régions intégrées à l'analyse comparative ont une population et une superficie totale nettement inférieures. Suivent ensuite l'espace du Rhin supérieur et la région frontalière de Wien-Bratislava avec respectivement 5,9 et 4,6 millions d'habitants pour 21 201 et 28 286 km², l'Øresund devançant encore légèrement l'espace du Rhin supérieur quant à la superficie. La situation diffère quelque peu au regard de la densité de population : avec 173,3 habitants par km², la Grande Région arrive nettement derrière les régions directement limitrophes, que ce soit Lille (Département du Nord)-Kortrijk-Tournai, l'Euregio Meuse-Rhin ou encore le Rhin supérieur où beaucoup plus de personnes vivent sur un espace plus réduit. L'Eurométropole Lille (Dép. Nord)-Kortrijk-Tournai se distingue ici tout particulièrement avec ses 430,3 habitants par km².

Région	Population 2006 (MA)		Surface en km ²
	an 1 000	Part de l'UE 27 en %	
GR. Région	11 334,9	2,3	65 400
Oberrhein / Rhin supérieur	5 868,1	1,2	21 201
Wien-Bratislava	4 585,3	0,9	28 286
Euregio Maas-Rhein / Meuse-Rhin	4 003,6	0,8	11 165
Øresund	3 626,0	0,7	21 203
Lille (Dép. Nord)-Kortrijk-Tournai	3 303,1	0,7	7 677
Espace franco-valdo-genevois	2 360,7	0,5	13 645

Source : Eurostat

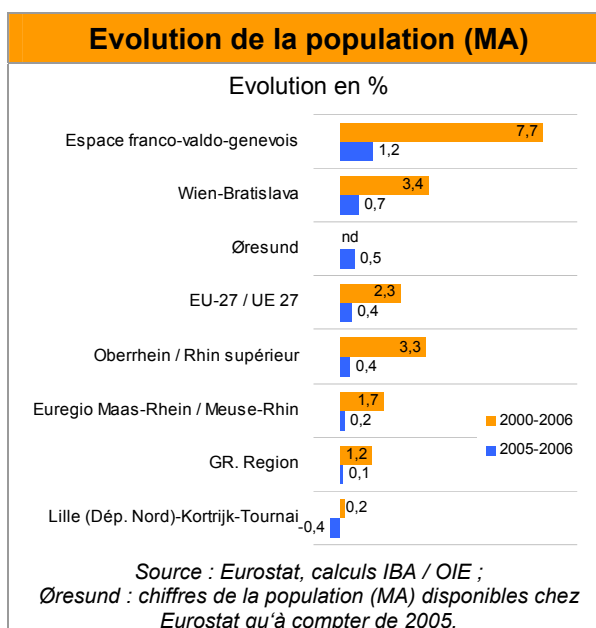


La situation diffère quelque peu au regard de la densité de population : avec 173,3 habitants par km², la Grande Région arrive nettement derrière les régions directement limitrophes, que ce soit Lille (Département du Nord)-Kortrijk-Tournai, l'Euregio Meuse-Rhin ou encore le Rhin supérieur où

beaucoup plus de personnes vivent sur un espace plus réduit. L'Eurométropole Lille (Dép. Nord)-Kortrijk-Tournai se distingue ici tout particulièrement avec ses 430,3 habitants par km².

Evolution de la population totale

La population de la Grande Région augmente entre 2000 et 2006, mais la progression de 1,2 % y est nettement plus faible que dans la plupart des régions comparables, comme d'ailleurs dans l'ensemble de l'UE 27. Il n'y a guère que l'Eurométropole Lille (Dép. Nord)-Kortrijk-Tournai, où les chiffres de la population stagnent durant la période de l'étude (avec un résultat encore moins favorable que la Grande Région). L'Espace transfrontalier franco-valdo-genevois est leader incontesté

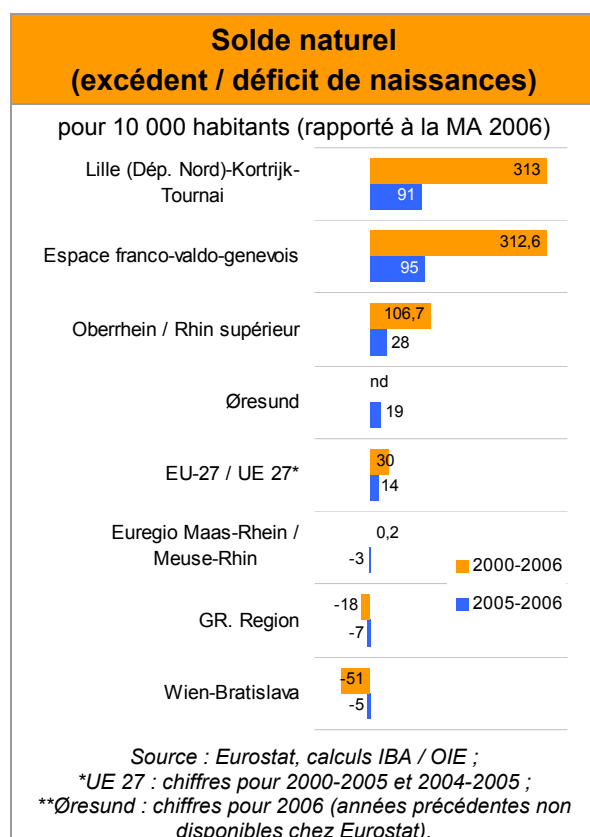


¹² La Grande Région compte par exemple plus d'habitants que la Grèce et sa surface est approximativement celle de la Lituanie.

en matière de croissance démographique. Avec une hausse de 7,7 %, il dépasse également la moyenne européenne. La région de Wien-Bratislava et celle du Rhin supérieur, en deuxième et troisième position, enregistrent un résultat nettement supérieur à la moyenne de l'UE 27. Pourtant, cette croissance correspond à moins de la moitié de celle de la région frontalière franco-suisse (ceci se confirme durant la période 2005-2006), encore la région de l'Øresund se glisse entre Wien-Bratislava et le Rhin supérieur en 2005-2006 (absence des données recherchées dans la série chronologique, plus longue, à partir de 2000).

Mouvement démographique naturel

On observe, au fil du temps, d'importantes différences dans l'évolution démographique au sein des diverses régions frontalières, autant au niveau de son étendue que de sa structure. Dans toute l'Europe, jusqu'à la fin des années 1980, l'accroissement naturel, c'est-à-dire le



solde (positif) des naissances et des décès, constitue, de loin, la composante la plus importante de la croissance démographique. Toutefois, depuis les années 1970, on enregistre ici un recul durable dû à la baisse constante des taux de natalité. Dans la Grande Région, cette tendance est avant tout perceptible dans les deux composantes allemandes, ce qui, au final, a pour effet que depuis 2002, le nombre des décès dépasse celui des naissances : on assiste à une baisse du mouvement naturel de la population. Entre 2000 et 2006, le solde naturel est négatif de 18 personnes pour 10 000 habitants – un résultat qui place la Grande Région en avant-dernière position dans le classement des régions frontalières de même que dans la comparaison européenne. Le solde naturel est également négatif dans l'Euregio Meuse-Rhin et tout particulièrement dans la région de Wien-Bratislava. On enregistre un bilan nettement

plus favorable, avec un considérable excédent de naissances, dans l'Eurométropole Lille (Dép. Nord)-Kortrijk-Tournai ainsi que dans l'Espace transfrontalier franco-valdo-genevois : entre 2000 et 2006, pour 10 000 habitants, le nombre des naissances y dépasse d'environ 313 celui des décès, ce qui place les deux régions clairement en tête du classement.¹³

Mouvements migratoires

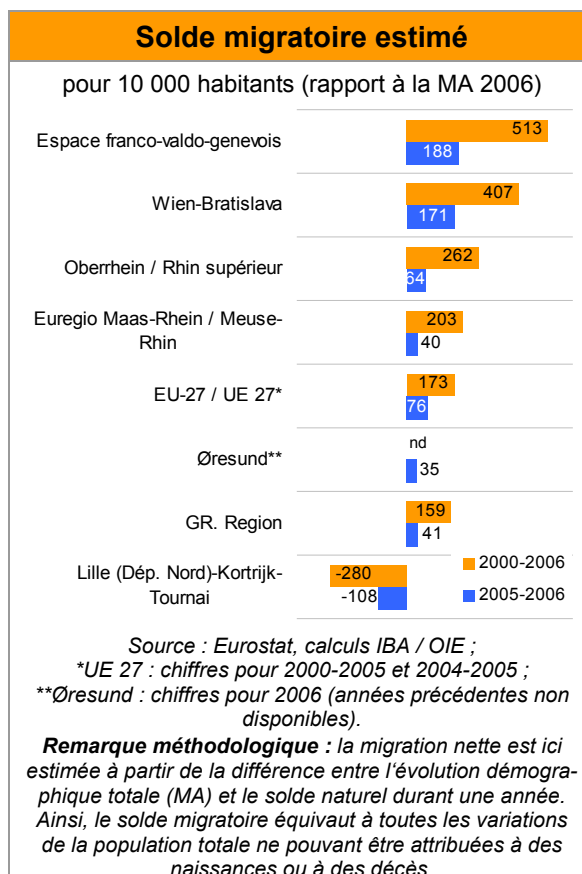
Parallèlement au taux de croissance naturel, l'évolution de la population globale d'un pays dépend des mouvements migratoires, c'est-à-dire des personnes franchissant les frontières

¹³ La France, avec en moyenne deux enfants par femme en 2006, a enregistré le taux de fécondité le plus élevé parmi les Etats membres de l'Union européenne. En revanche, certains pays du sud et de l'est de l'Europe figuraient au nombre des pays avec le taux de fécondité le plus bas de l'UE 27. C'est en Slovaquie qu'il était, avec 1,24 enfant par femme, le plus faible. Des les régions plus développées du monde, on situe actuellement le niveau de reproduction, c'est-à-dire le niveau auquel la population resterait, sans émigration ni immigration, stable à long terme, à un taux de fécondité général d'environ 2,1 enfants par femme (cf. Eurostat).

régionales, dans le sens des arrivées comme des départs. Dans les territoires, justement, où le solde naturel est pratiquement équilibré ou déficitaire, le poids relatif de l'immigration ne cesse de croître au regard du maintien du nombre d'habitants.¹⁴ Le nombre de personnes entrant ou quittant une région, est un indicateur de son attractivité. Un solde migratoire positif est révélateur de la qualité d'une économie en tant que site économique et environnement de travail et de vie. Etant donné que ce sont avant tout les personnes de 20 à 40 ans qui se déplacent, les mouvements migratoires contribuent au rajeunissement de la population du fait de leur structure par âge et par sexe extrêmement sélective, tout particulièrement lorsque les immigrants fondent une famille dans leur nouvelle région. En cas de pertes, ce sont avant tout les personnes plus âgées qui restent. Les migrations influencent ainsi considérablement l'intensité et le sens de la mutation démographique. De plus, la main-d'œuvre qualifiée est plus mobile. C'est pour cette raison que les mouvements migratoires ont également un impact sur l'évolution de l'économie. L'immigration accroît – immédiatement et pour le futur – l'offre de main-d'œuvre et, ainsi, le potentiel de valeur ajoutée d'une économie.

Dans la Grande Région, le bilan démographique globalement positif est très majoritairement dû à l'immigration excédentaire qui, depuis la fin des années 1980 déjà, représente la composante essentielle de l'augmentation de la population. Entre 2000 et 2006, le solde migratoire dans l'espace de coopération est positif à raison de 159 personnes en moyenne pour 10 000 habitants – un résultat avec lequel la Grande Région se retrouve toutefois en queue de peloton des régions comparées. Derrière elle, on ne trouve que Lille (Dép. Nord)-Kortrijk-Tournai, seul espace frontalier dans la comparaison régionale à subir un déficit migratoire.

En revanche, l'Espace transfrontalier franco-valdo-genevois, avec un solde arithmétique de 513 personnes pour 10 000 habitants, enregistre un excédent considérable, d'ailleurs nettement supérieur à la moyenne européenne, et se place ainsi en première position. Le taux d'immigration élevé, conjugué avec une croissance naturelle également forte, mène à une augmentation de la population totale supérieure à la moyenne dans le territoire frontalier franco-suisse durant la période d'analyse. Un solde migratoire positif est également observé, en particulier du côté autrichien, dans la région de Wien-Bratislava qui, avec 407 immigrants pour 10 000 habitants, se classe deuxième. Contrairement à l'Espace transfrontalier franco-valdo-genevois, la croissance démographique naturelle y est négative, si bien que



¹⁴ Dans de nombreuses régions d'Europe, l'évolution démographique naturelle négative est, jusqu'à un certain degré, compensée par un solde migratoire positif ; c'est le cas dans certaines parties de l'ouest de l'Allemagne, de l'est de l'Autriche, du nord de l'Italie, de la Slovaquie et du sud de la Suède. La tendance inverse s'observe beaucoup plus rarement car il n'y a que peu de régions dans l'UE dans lesquelles une évolution démographique naturelle positive (plus de naissances que de décès) est neutralisée par un solde migratoire négatif ; c'est le cas toutefois du nord de la Pologne (cf. Eurostat Annuaire régional 2008).

l'augmentation de la population totale est deux fois moins élevée. Dans le ventre mou du classement, mais avec des résultats largement supérieurs à la moyenne européenne et de la Grande Région, on trouve le Rhin supérieur et l'Euregio Meuse-Rhin.

2.2 Economie

Le maintien de la croissance et de la prospérité figure parmi les principaux objectifs de l'UE. En 2005, dans le cadre de la stratégie de Lisbonne renouvelée, les gouvernements des

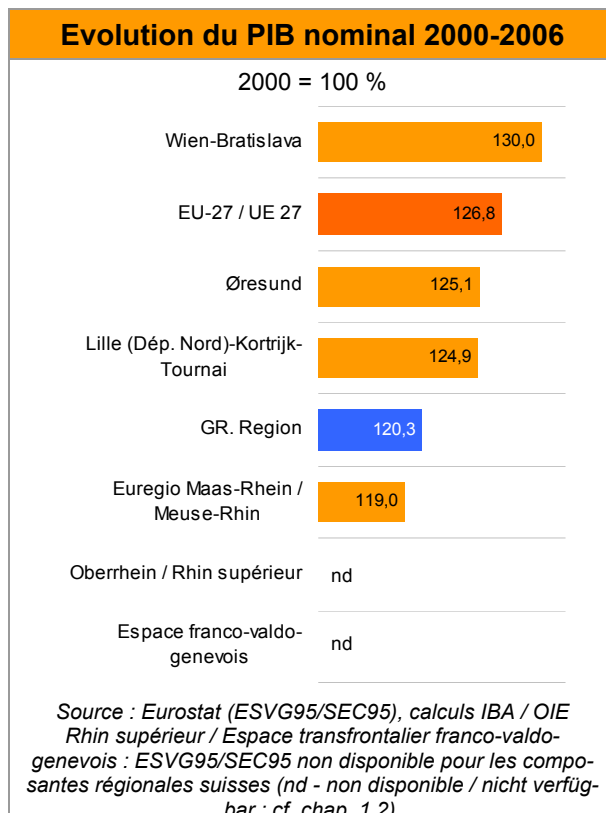
Etats de l'UE font de la promotion d'une croissance économique permanente et durable l'une de leur priorité centrale. Le développement économique d'un pays ou d'une région se mesure souvent d'après le produit intérieur brut (PIB), le nombre d'habitants et la population active. Ces indicateurs servent également à la comparaison des économies nationales.

Région	PIB nominal en millions d'euros 2006	Part du PIB de l'UE 27 en %	Part de la population (MA) de l'UE 27 en %
GR. Région	291 903,8	2,5	2,3
Oberrhein / Rhin supérieur	169 635,0	1,5	1,2
Øresund	144 068,6	1,2	0,7
Wien-Bratislava	130 152,9	1,1	0,9
Euregio Maas-Rhein / Meuse-Rhin	97 971,9	0,8	0,8
Lille (Dép. Nord)-Kortrijk-Tournai	83 764,6	0,7	0,7
Espace franco-valdo-genevois	nd	nd	0,5

Source : Eurostat (ESVG95/SEC95), calculs IBA / OIE ;
Rhin supérieur : profil régional 2008 (BAK Basel Economics) ; Espace transfrontalier franco-valdo-genevois : ESGV95/SEC95 non disponible pour les composantes régionales suisses (nd - non disponible / nicht verfügbar ; cf. chap. 1.2).

Volume et évolution du produit intérieur brut

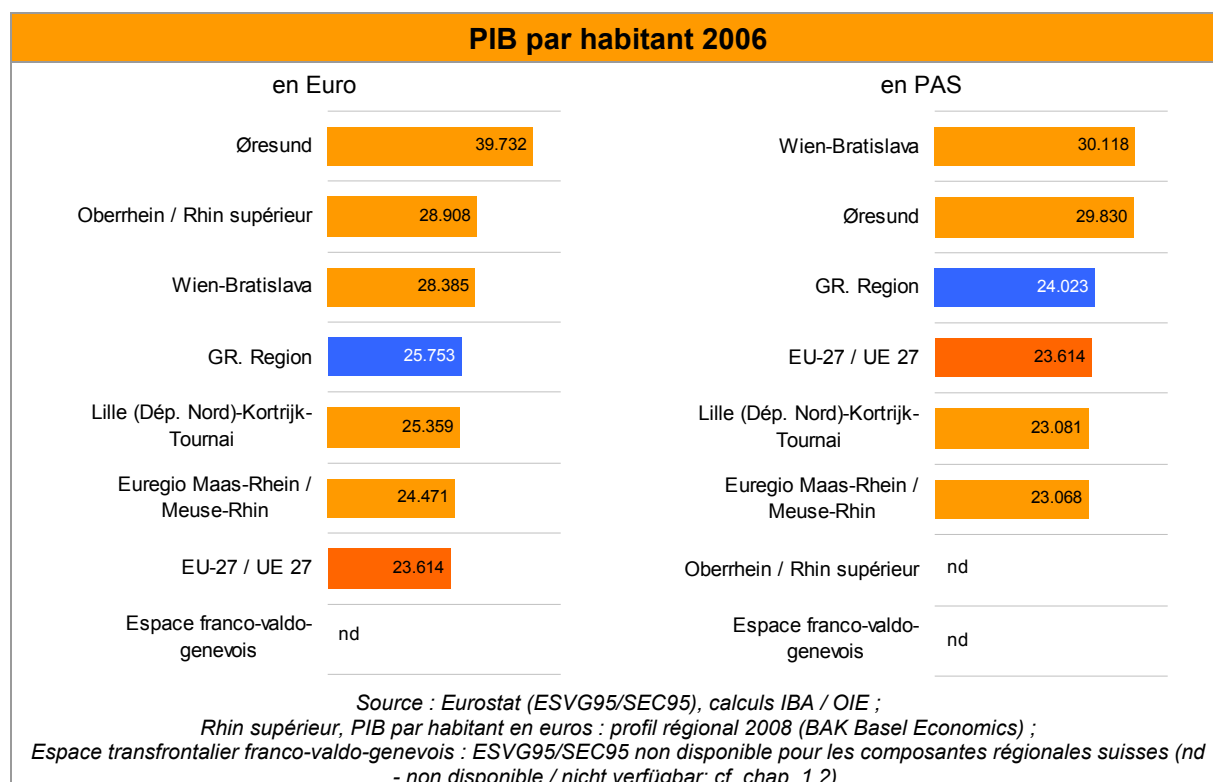
Le produit intérieur brut, principal indicateur des performances économiques générales, a atteint, selon les chiffres d'Eurostat, environ 292 milliards d'euros (valeur nominale) en 2006 dans la Grande Région. Ainsi 2,5 % environ de tous les biens et services produits dans l'Union européenne (UE 27) sont générés dans l'espace de coopération – une performance à peu près comparable à celles de la Pologne ou de la Suisse et plus d'une fois et demi supérieure à celle de la région du Rhin supérieur qui, après la Grande Région, enregistre le produit intérieur brut le plus élevé des régions frontalières examinées. L'analyse de la croissance économique révèle toutefois qu'entre 2000 et 2006, la Grande Région ne bénéficie, avec une hausse du PIB nominal d'environ 20 %, que d'une dynamique plutôt faible, inférieure à celle de la plupart des régions frontalières et nettement sous la moyenne des Etats membres de l'UE 27. Wien-Bratislava a obtenu ici un résultat bien meilleur et se trouve, avec une augmentation nominale de 30 % entre 2000 et 2006, clairement en tête des régions intégrées à l'analyse comparative. Suivent la région de l'Øresund et l'Eurométropole Lille (Dép.



Nord)-Kortrijk-Tournai dont les PIB sont, en 2006, d'un quart environ supérieurs à leur niveau de 2000.¹⁵ S'agissant des chiffres utilisés, il faut toutefois rappeler que pour des raisons liées à la disponibilité des données, c'est le PIB aux prix du marché en euros qui est retenu, les variations de l'indice des prix dans les différentes régions n'ayant en conséquence pas été prises en considération.¹⁶

PIB par habitant

Une comparaison plus probante de la puissance d'entités économiques de tailles différentes peut être obtenue au moyen d'un calcul par tête, c'est-à-dire lorsque le produit intérieur brut régional en valeur absolue est rapporté au chiffre de la population ou au nombre d'actifs occupés de la région. Si, dans l'analyse comparative, on considère par exemple la performance économique par habitant des régions frontalières, les résultats varient fortement par rapport aux valeurs absolues.



En dépit d'une performance économique élevée en valeur absolue, la Grande Région, très peuplée, ne peut ici se positionner qu'en milieu de tableau : le niveau atteint par l'espace économique se situe certes, avec 25 753 euros par habitant en 2006, nettement au-dessus de celui de l'UE 27, mais il est de près de 10 % inférieur à ceux des régions frontalières du Rhin supérieur et de Wien-Bratislava. L'écart est encore plus important par rapport à la région de l'Øresund qui, avec un PIB par habitant de près de 40 000 euros, se situe nettement

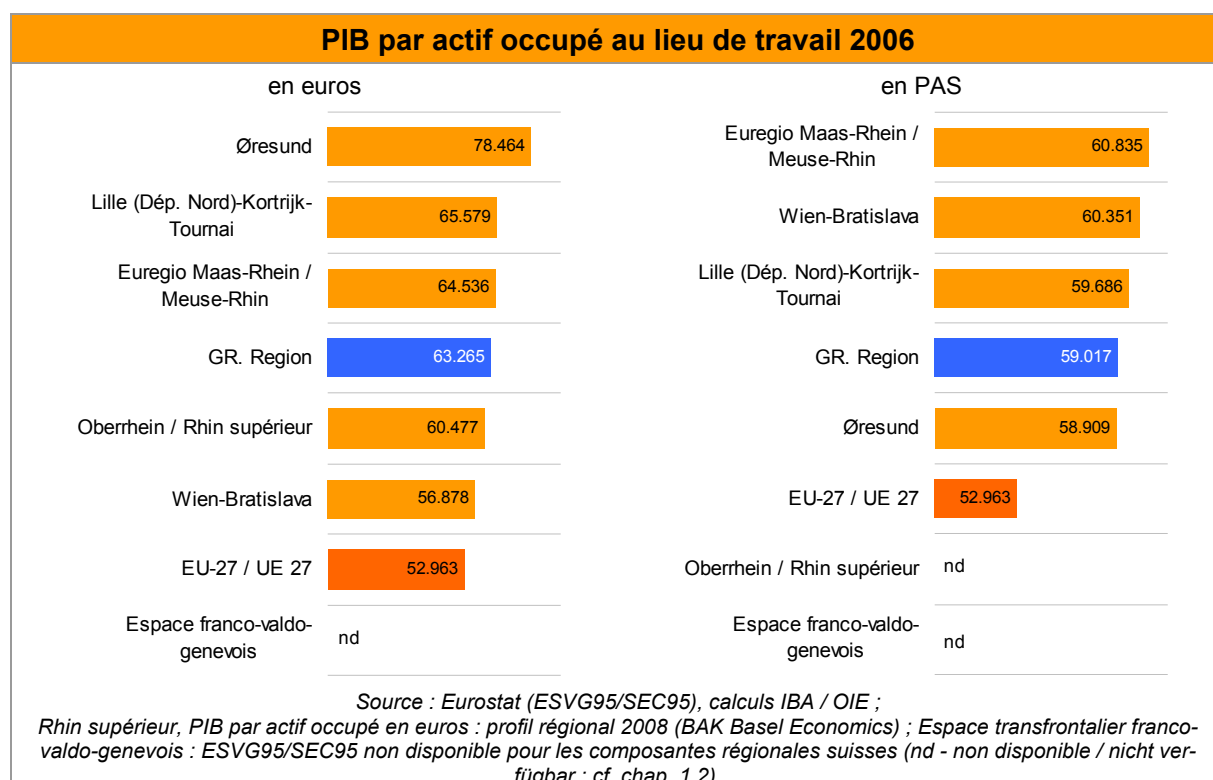
¹⁵ Pour le Rhin supérieur et l'Espace transfrontalier franco-valdo-genevois aucune donnée n'était disponible pour la période de l'analyse (cf. la remarque méthodologique dans le cadre du chapitre 1.2).

¹⁶ Le produit intérieur brut peut être indiqué aux prix courants (valeur nominale) de l'année sous revue ou corrigé de l'influence des prix. En particulier dans le cas de comparaisons à long terme, le produit intérieur brut corrigé de l'influence des prix semble l'élément de comparaison approprié pour évaluer l'évolution quantitative effective d'une économie. Etant donné que ces données n'étaient pas disponibles ici, c'est l'évolution du PIB nominal qui a été présentée, les résultats étant toutefois à interpréter avec prudence.

en tête de la comparaison interrégionale. Toutefois, si on fait abstraction des différences dans le niveau de prix des diverses régions, cette performance doit, là aussi, être relativisée. En effet, dans le cas du PIB en pouvoir d'achat standard (PAS)¹⁷, la région de l'Øresund n'est que deuxième, devancée par Wien-Bratislava.

Productivité de travail – PIB par actif occupé

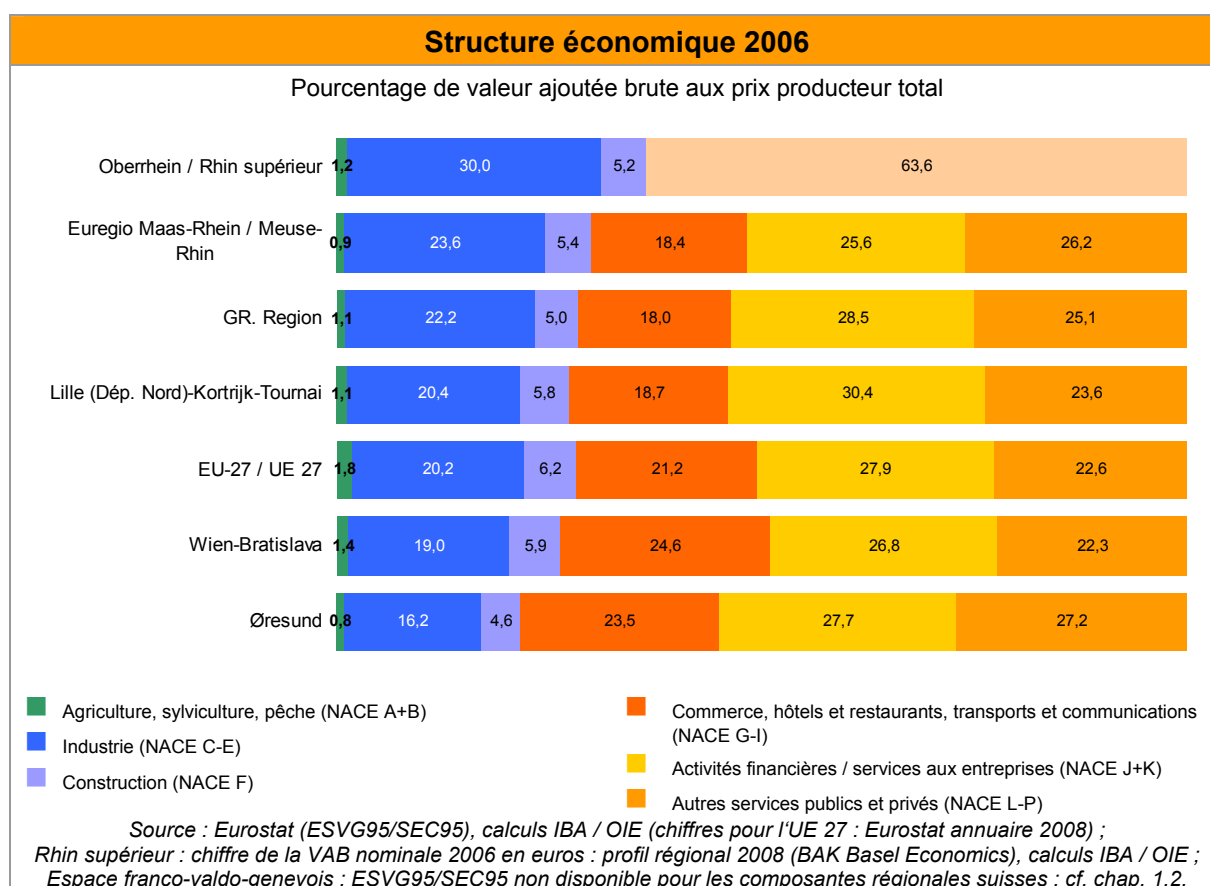
Le PIB par actif occupé est un indicateur qui ne rapporte pas le PIB à l'ensemble de la population, mais à ceux qui le génèrent effectivement. Il permet de déterminer la performance économique des actifs occupés et, par conséquent, de mesurer la productivité générale du travail. En 2006 dans la Grande Région, un actif occupé produit ainsi des marchandises et des services d'une valeur de 63 285 euros en moyenne – près de 20 % de plus que la moyenne de l'UE 27, mais, d'un autre côté, nettement moins que dans les régions frontalières de l'Øresund et de Lille (Dép. Nord)-Kortrijk-Tournai ou que dans l'Euregio Meuse-Rhin. Une fois encore, le classement change si on ne tient pas compte des différences de niveau de prix entre les régions : ainsi, en 2006, c'est l'Euregio Meuse-Rhin (60 835 PAS) en première place suivie de près par Wien-Bratislava (60 351 PAS). Avec un PIB de 59 017 PAS par actif occupé, la Grande Région se situe en milieu de tableau, toutes les régions frontalières étant, selon cet indicateur, relativement proches les unes des autres, à un niveau nettement supérieur à la moyenne de l'UE 27.



¹⁷ Une comparaison internationale de la compétitivité des pays ou des régions devrait idéalement intervenir au moyen de chiffres basés sur le PAS. Pour cela, les données relatives au PIB exprimées dans la monnaie nationale sont converties dans une monnaie uniforme, non aux taux de change du marché, mais selon les parités de pouvoir d'achat (PPA) qui reflètent le pouvoir d'achat des différentes monnaies. Avec les chiffres du PIB par habitant en pouvoir d'achat standard, les différences de niveau des prix entre les divers pays et régions sont donc éliminées.

Structure de la valeur ajoutée brute

Avec les progrès des nouvelles technologies de l'information et de la communication et l'essor actuel de l'économie des connaissances et également du besoin croissant de services aux personnes dans le sillage de la mutation démographique, les activités tertiaires se multiplient. Celles-ci sont de plus en plus présentes dans l'ensemble des processus économiques et mènent à une tertiarisation de l'économie, c'est-à-dire à une transformation de la société industrielle en une société de services. Cette évolution est également perceptible dans la Grande Région : certains secteurs industriels historiques autrefois dominants ont, à la suite d'importantes crises structurelles, procédé à des réductions de personnel massives et ont soit presque totalement disparu (p. ex. l'industrie minière), soit retrouvé, à travers une modernisation radicale et une hausse de la productivité, un niveau de compétitivité internationale (p. ex. la sidérurgie). En parallèle, des branches économiques en plein développement génèrent de nouvelles possibilités d'emploi permettant de compenser la quasi-totalité des pertes des secteurs industriels traditionnels. Au nombre des principaux moteurs de ce renouveau structurel figurent avant tout certaines branches d'avenir de la transformation industrielle et des prestataires de services modernes qui déterminent aujourd'hui la vie économique dans l'espace de coopération. Au fil des décennies passées, la part de la valeur ajoutée du secteur de la production régresse dans la Grande Région, celle du tertiaire progressant.



Ainsi, en 2006 dans la Grande Région, la valeur ajoutée brute totale, c'est-à-dire le PIB déduction faite des impôts sur les biens et subventions sur la production incluses, est générée à 72 %, comme dans le reste de l'UE en moyenne, par le secteur des services, au demeurant à l'origine des plus fortes impulsions de croissance durant ces dernières années. Par

rapport aux régions frontalières présentement analysées, la Grande Région se situe ainsi au quatrième rang, derrière l'Øresund, Wien-Bratislava et Lille (Dép. Nord)-Kortrijk-Tournai. Globalement, la part des services dans la valeur ajoutée brute varie, en 2006, d'environ 78,4 % dans la région de l'Øresund à seulement 64 % dans le Rhin supérieur. Au sein du tertiaire, les activités financières et les services aux entreprises occupent, avec 28,5 %, une place importante dans la Grande Région, uniquement devancée dans ce domaine par l'Eurométropole Lille (Dép. Nord)-Kortrijk-Tournai (30,4 %). Ce secteur de l'économie revêt une importance particulière au regard justement de la mutation structurelle et de la compétitivité. On y trouve en effet des branches à forte valeur ajoutée qui sont des éléments essentiels d'une société basée sur la connaissance, d'autant plus qu'elles ont une fonction préparatrice déterminante pour les entreprises de production et sont souvent parties intégrantes de la recherche et du développement (R&D). Le niveau de productivité relativement élevé de la Grande Région dans le secteur des services apparaît également à travers l'analyse de la valeur ajoutée brute par actif occupé dans le tertiaire : d'après cet indice, la Grande Région se trouve en 2006, avec 55 307 euros en moyenne, au troisième rang derrière l'Øresund et Lille (Dép. Nord)-Kortrijk-Tournai, les différences importantes dans le niveau des prix devant toutefois être prises en considération dans le cas de la région frontalière suédo-danoise.

Valeur ajoutée brute par actif occupé au lieu de travail 2006			
Secteur secondaire (NACE C-F) en euros		Secteur tertiaire (NACE G-P) en euros	
Øresund	79.199	Øresund	63.321
Euregio Maas-Rhein / Meuse-Rhin	70.816	Lille (Dép. Nord)-Kortrijk-Tournai	57.704
Oberrhein / Rhin supérieur	66.121	GR. Region	55.307
GR. Region	63.147	Euregio Maas-Rhein / Meuse-Rhin	53.956
Lille (Dép. Nord)-Kortrijk-Tournai	63.117	Wien-Bratislava	50.928
Wien-Bratislava	60.231	Oberrhein / Rhin supérieur	50.603
Espace franco-valdo-genevois	nd	Espace franco-valdo-genevois	nd
EU-27 / UE 27	nd	EU-27 / UE 27	nd

Source : Eurostat, calculs IBA / OIE ;
Rhin supérieur : profil régional 2008 (BAK Basel Economics), calculs IBA / OIE ;
Espace franco-valdo-genevois : ESGV95/SEC95 non disponible pour les composantes régionales suisses (nd - non disponible / nicht verfügbar ; cf. chap. 1.2).

A l'inverse, en 2006, la Grande Région occupe, s'agissant de la place du secondaire qui inclut les secteurs de l'industrie et de la construction, le troisième rang dans la comparaison interrégionale, avec une part de valeur ajoutée de 27,2 %. L'espace du Rhin supérieur possède la structure économique la plus fortement marquée par l'industrie. Le secondaire y génère en effet près de 35 % de la valeur ajoutée brute en 2006, dont 30 % rien que pour les activités de production – près de dix points de plus que la moyenne de l'UE 27. L'Euregio Meuse-Rhin arrive en deuxième position avec 29 %, le niveau de productivité mesuré d'après la valeur ajoutée par actif occupé dans le secondaire étant plus élevé que dans le Rhin supérieur et la Grande Région.

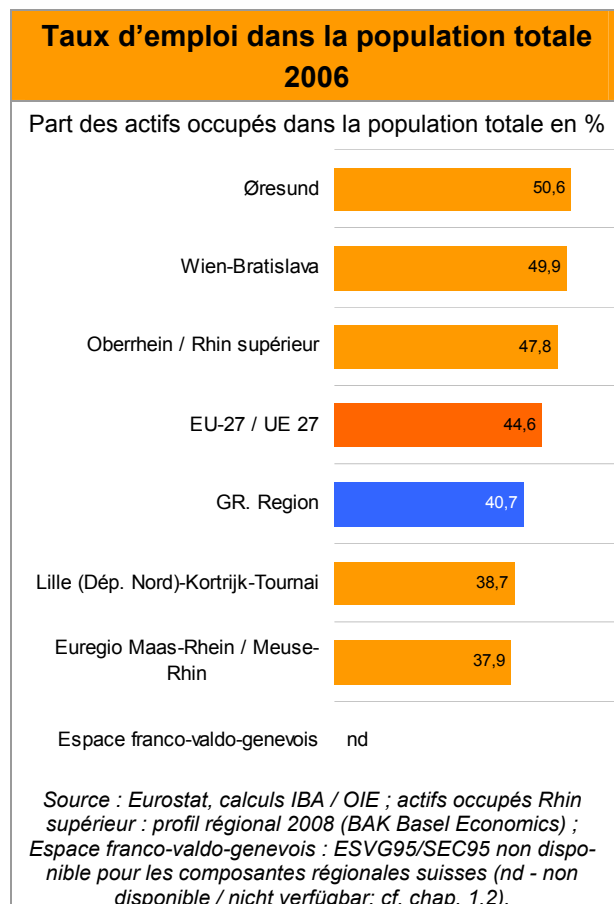
2.3 Emploi total

Taux d'emploi dans la population totale

En 2006, dans la Grande Région, près de 4,6 millions de personnes exercent une activité rémunérée, soit 2,1 % de tous les actifs occupés de l'UE 27. Rapporté à la population totale¹⁸, près de 41 % des habitants de l'espace de coopération sont intégrés au monde du travail, c'est-à-dire économiquement actifs. Par rapport aux autres régions frontalières, l'exploitation du potentiel de main-d'œuvre dans la Grande Région est ainsi inférieure à la moyenne. Elle se situe également sous la moyenne de l'UE 27. S'agissant du taux d'emploi dans la population totale, c'est la région de l'Øresund qui, avec 50,6 %, arrive en tête en 2006, suivie de près par

Régions	Actifs occupés	
	Nombre en milliers	Part de l'UE 27 (%)
GR. Région	4 614,0	2,1
Oberrhein / Rhin supérieur	2 805,0	1,3
Wien-Bratislava	2 288,3	1,0
Øresund	1 836,1	0,8
Euregio Maas-Rhein / Meuse-Rhin	1 518,1	0,7
Lille (Dép. Nord)-Kortrijk-Tournai	1 277,3	0,6
Espace franco-valdo-genevois	nd	nd

Source : Eurostat (ESVG95/SEC95), calculs IBA / OIE ;
 Actifs occupés Rhin supérieur : profil régional 2008 (BAK Basel Economics) ;
 Espace franco-valdo-genevois : ESGV95/SEC95 non disponible pour les composantes régionales suisses (nd - non disponible / nicht verfügbar ; cf. chap. 1.2).



Wien-Bratislava (49,9 %) et le Rhin supérieur (47,8 %). Lille (Dép. Nord)-Kortrijk-Tournai et l'Euregio Meuse-Rhin ferment la marche. Avec respectivement 38,7 et 37,9 %, leurs taux sont encore plus bas que celui de la Grande Région.

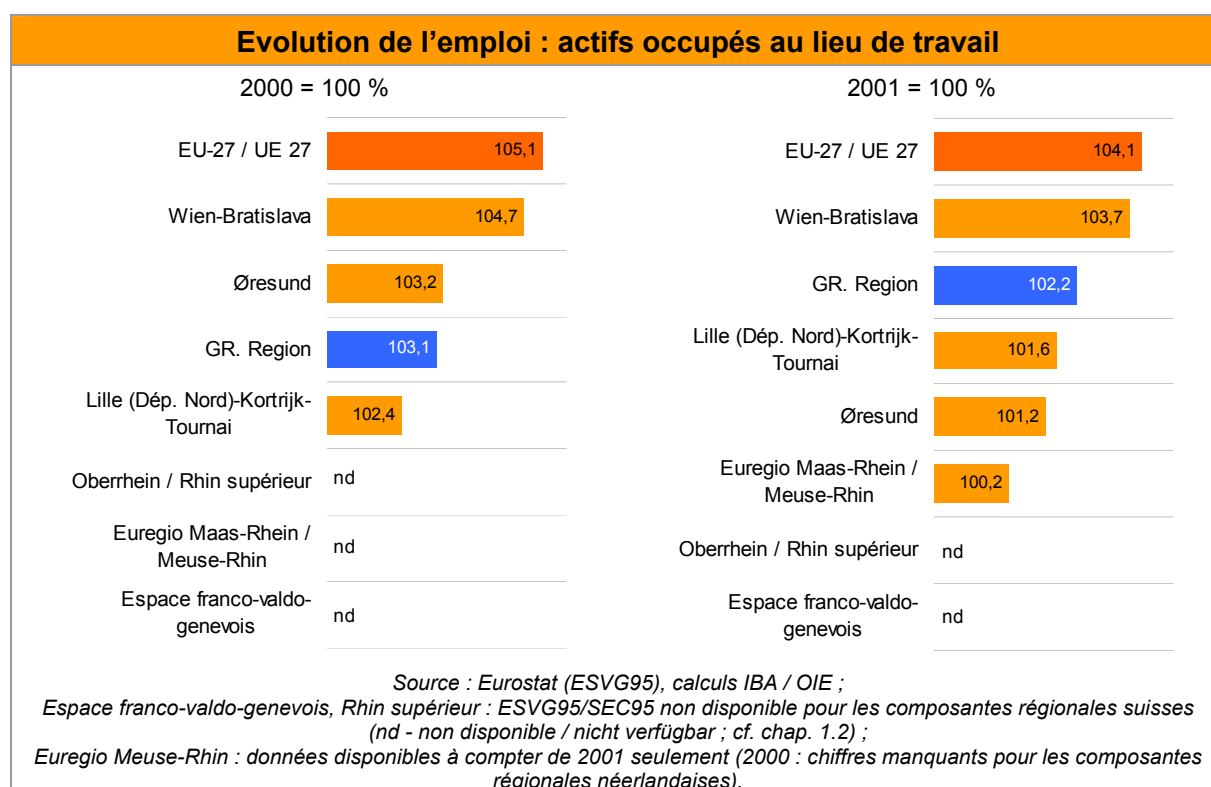
Il convient toutefois ici de tenir compte du fait que, pour des raisons liées à la disponibilité des données, cet indice ne prend en considération ni la pyramide des âges de la population ni la structure du temps de travail des actifs occupés – des facteurs très variables selon les régions. Néanmoins, le rapport que l'OIE établit régulièrement sur le profil du marché de l'emploi dans la Grande Région indique également que, notamment dans le cas des femmes et des personnes plus âgées, d'importants potentiels demeurent inexploités dans l'espace de coopération et que, dans le contexte de la mutation démographique justement, une intégration plus forte dans le processus du travail est nécessaire.

¹⁸ Généralement le taux d'emploi – un indicateur structurel important pour mesurer les progrès dans le cadre de la stratégie de Lisbonne – est rapporté à la population âgée de 15 à moins de 65 ans. Cependant, à la fois le taux d'emploi sur la base de l'enquête européenne sur les forces de travail et la pyramide des âges de la population ne sont disponibles que jusqu'au niveau NUTS 2, si bien qu'il a été décidé ici de se référer, pour le nombre des actifs occupés, à la population totale.

Evolution de l'emploi

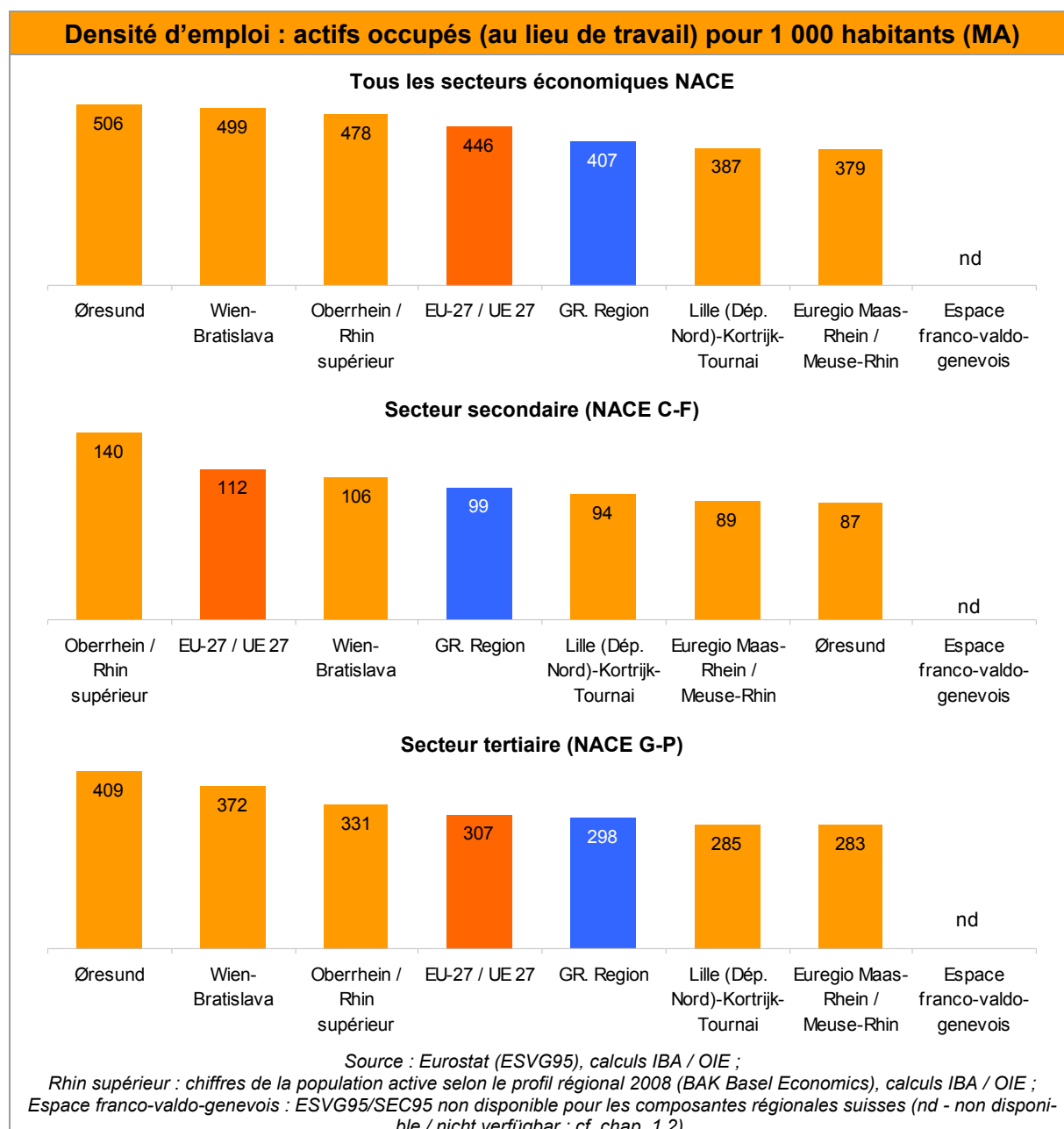
Dans la Grande Région, l'emploi évolue par ailleurs globalement de manière moins favorable ces dernières années : entre 2000 et 2006 dans l'espace de coopération, le nombre des actifs occupés progresse de 3,1 %, sur la base des données Eurostat.. Les Etats membres de l'UE 27 enregistrent quant à eux, dans le même temps, une hausse de 5,1 % en moyenne. Toutefois, les autres régions frontalières ici analysées et pour lesquelles les chiffres de l'emploi sont disponibles font, fait nettement moins bien que l'UE 27, malgré une croissance économique en partie supérieure. C'est Wien-Bratislava qui peut se flatter ici du bilan le plus favorable. La croissance économique supérieure à la moyenne se traduit en effet par une hausse de l'emploi de 4,7 % entre 2000 et 2006 – un résultat à peine inférieur à la moyenne européenne. A bonne distance déjà suit l'Øresund qui, si on considère l'évolution depuis 2000, se place juste devant la Grande Région.

La situation est différente dans la série chronologique 2000 à 2006 où la région frontalière suédo-danoise arrive à la fois derrière la Grande Région et l'Eurométropole Lille (Dép. Nord)-Kortrijk-Tournai. Manifestement, la crise conjoncturelle mondiale de 2001 a eu un impact nettement plus fort sur la croissance de l'emploi dans la région de l'Øresund que dans les autres régions frontalières. Il en est de même de l'Euregio Meuse-Rhin où les chiffres de la population active stagnent durant cette période.



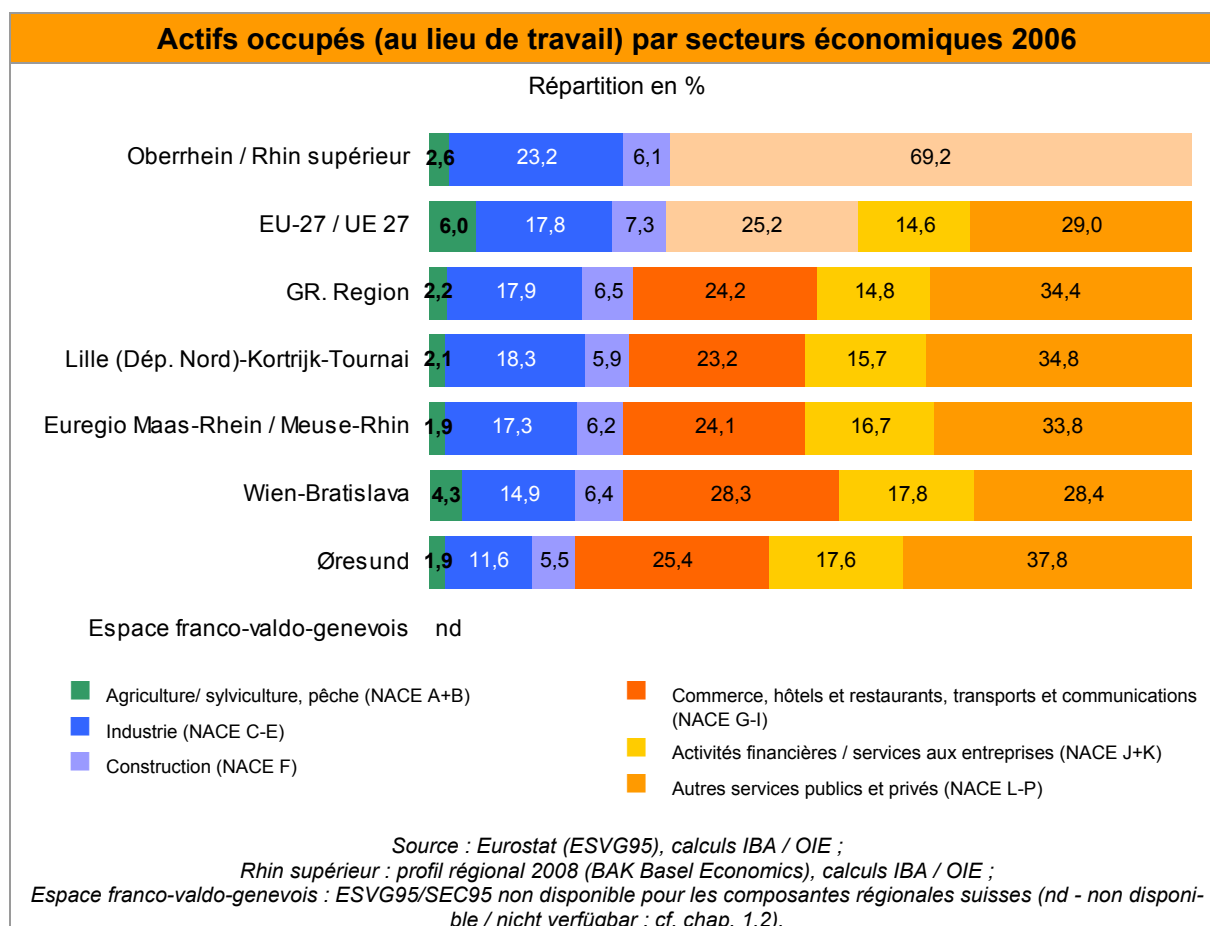
Densité d'emploi

La densité d'emploi est un indicateur de la performance économique relative d'un pays ou d'une région. Il s'agit du rapport entre le nombre d'actifs occupant un emploi dans une région et la population de cette même région. En 2006, selon les chiffres d'Eurostat, il y a dans la Grande Région 407 actifs occupés pour 1 000 habitants. Comparée aux autres régions frontalières (sans l'Espace transfrontalier franco-valdo-genevois), la Grande Région se situe au quatrième rang avec un résultat inférieur à la moyenne de l'UE. C'est la région de l'Øresund qui arrive ici en tête, avec 506 actifs occupés pour 1 000 habitants, suivie de Wien-Bratislava et du Rhin supérieur (respectivement 499 et 478 actifs occupés), ceux-ci proposant des emplois en quantité beaucoup plus importante que la Grande Région. Seules l'Eurométropole Lille (Dép. Nord)-Kortrijk-Tournai et l'Euregio Meuse-Rhin enregistrent des résultats encore inférieurs, fermant, avec une densité d'emploi de 387 et 379 actifs occupés en 2006, le classement régional.



Structure des actifs occupés par secteurs de l'économie

Dans tous les espaces frontaliers analysés, la structure des actifs occupés par secteurs de l'économie est elle aussi nettement marquée par le secteur tertiaire, les parts revenant à ce dernier allant toutefois d'environ 69 à plus de 80 %. Parmi les régions intégrées à la comparaison, c'est dans la région frontalière de l'Øresund que les activités de services sont les plus grands pourvoyeurs d'emplois : en 2006, quatre actifs sur cinq y travaillent en effet dans le tertiaire. Rapporté à la population, cela représente une densité d'emploi de 409 actifs occupés pour 1 000 habitants. Ce sont les autres services publics et privés qui proposent ici le plus grand nombre de postes (près de 38 % – soit plus que dans toutes les autres régions frontalières ici analysées). En revanche, c'est dans le Rhin supérieur que la part du tertiaire dans l'emploi est la plus faible avec 69,2 %. Par rapport aux chiffres de la population, les postes proposés par ce secteur y sont toutefois comparativement nombreux (331 actifs occupés pour 1 000 habitants), le Rhin supérieur, s'agissant de cet indicateur, arrivant à la troisième place, derrière les régions de l'Øresund et de Wien-Bratislava.¹⁹



Autant pour la densité d'emploi dans le secteur tertiaire que pour la part d'emplois, la Grande Région se situe en milieu de tableau dans le classement interrégional. Les activités financières et les services aux entreprises, malgré une forte valeur ajoutée – uniquement supérieure

¹⁹ En même temps toutefois, le niveau de productivité du tertiaire, c'est-à-dire la valeur ajoutée brute par actif occupé, est resté inférieur à la moyenne dans le Rhin supérieur en 2006 (cf. chapitre 2.2). Il faut toutefois tenir compte du fait ici que de nombreuses entreprises de production axées sur la technologie et l'innovation fournissent elles-mêmes une grande quantité de services (par exemple en matière de recherche et de développement) qui sont toutefois classés parmi les activités économiques principales de l'entreprise.

dans l'Eurométropole Lille (Dép. Nord)-Kortrijk-Tournai (cf. à ce propos le chapitre 2.2) -, se trouvent, avec 14,8 % de tous les actifs occupés en 2006, en dernière position parmi les régions frontalières analysées quant au nombre d'emplois.

En revanche, s'agissant de l'emploi dans le secteur secondaire, la Grande Région occupe, avec une part de 24,4 % de tous les actifs occupés en 2006, la deuxième place derrière le Rhin supérieur, fortement industrialisé (29,3 %). En même temps toutefois, le nombre de postes proposés, avec 99 actifs occupés pour 1 000 habitants, se situe plutôt sous la moyenne dans la Grande Région, si bien que, pour cet indicateur, la région de Wien-Bratislava se glisse entre le Rhin supérieur et la Grande Région encore, malgré un rôle moindre du secondaire (21,2 %) en terme d'emploi. Dans le secondaire, la part des actifs occupés dans les secteurs de la production de biens au sein de la Grande Région atteint 17,9 % en 2006 ; seuls le Rhin supérieur (23,2 %) et la région de Lille (Dép. Nord)-Kortrijk-Tournai (18,3%) font mieux. Dans la comparaison des espaces frontaliers, la Grande Région arrive en tête de l'emploi dans le secteur de la construction avec 6,5 % des actifs travaillant en 2006.

3. Emploi frontalier

3.1 Grande Région

En 2008, le nombre des frontaliers atteint plus de 200 000 personnes dans la Grande Région. On peut donc considérer que la migration frontalière y est la plus intense et la plus dense de l'UE. Une bonne moitié (environ 55 %) des frontaliers est originaire de Lorraine et près des trois quarts d'entre eux (73 %) travaillent au Luxembourg. Ces deux composantes régionales tiennent donc une place déterminante dans la dynamique du marché de l'emploi transfrontalier. Le Grand-Duché et la Sarre, avec un excédent de respectivement 145 750 et 12 777 travailleurs frontaliers, présentent un solde migratoire positif. Cependant, alors que celui-ci ne cesse de s'accroître au Luxembourg, il régresse progressivement en Sarre. Dans les autres composantes régionales, le solde entre frontaliers entrants et sortants est négatif. Cela signifie qu'il y a davantage de personnes qui quittent chaque jour la région où elles résident pour aller travailler dans la région frontalière voisine que l'inverse. Cela vaut tout particulièrement pour la Lorraine où le nombre des frontaliers sortants dépasse fortement celui des entrants (estimés).

**Travailleurs frontaliers dans la Grande Région (entrants/sortants)
Situation en 2008**

Frontaliers entrants							
Destination	Origine				Entrants total	Date	Source
	Deutsch-land	France	Luxembourg	Belgique			
Saarland		20 301	45	47	20 393	30/06/2008	BA
Rheinland-Pfalz		5 134	160	144	5 438	30/06/2008	BA
Lorraine	env. 1 120		env. 200	env. 130	env. 1 450	2005	ADEM EU-RES
Luxembourg	35 661	73 525		37 483	146 669	30/06/2008	IGSS
Wallonie	734	26 763	341		27 838	30/06/2008	INAMI
GR. REGION	36 395	125 723	746	37 804	201 788	30/06/2008	

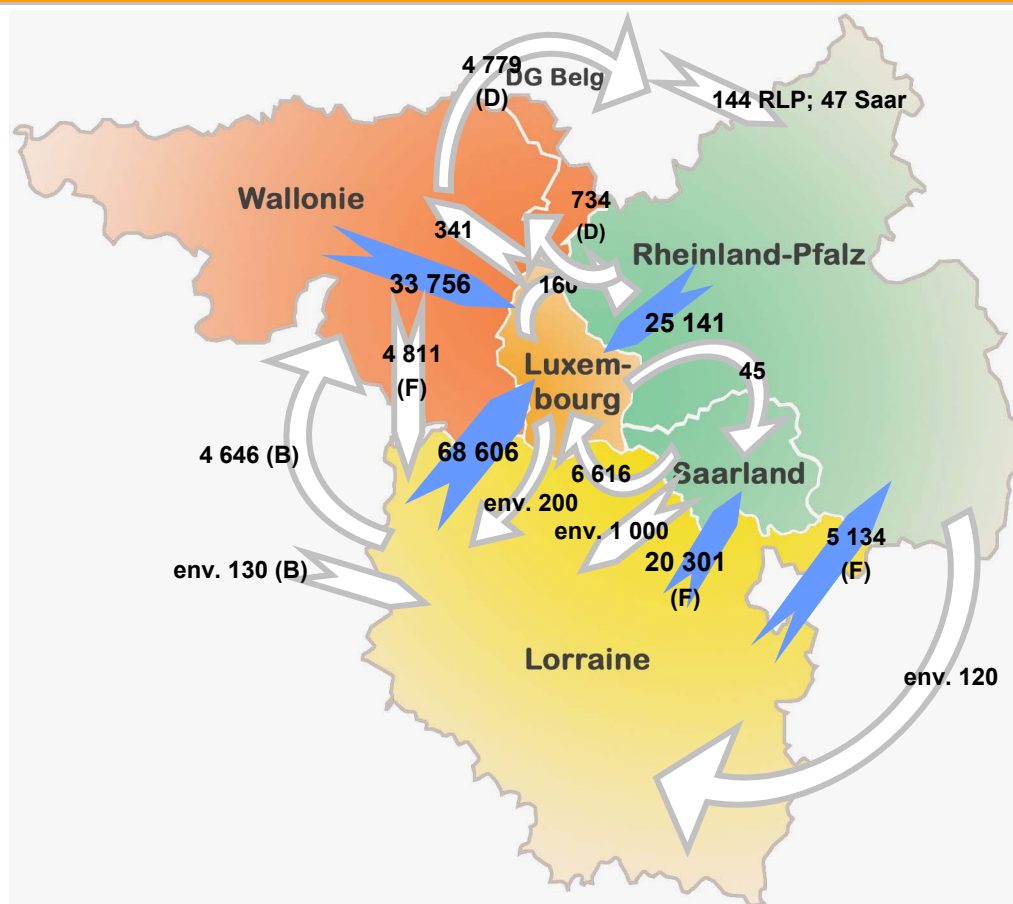
Frontaliers sortants							
Origine	Destination				Sortants total	Date	Source
	Deutsch-land	France	Luxembourg	Belgique			
Saarland		env. 1 000	6 616	.	env. 7 616	2001 / 31/03/2008	INSEE / IGSS
Rheinland-Pfalz		env. 120	25 141	.	env. 25 261	2001 / 31/03/2008	INSEE / IGSS
Lorraine	22 464		68 606	4 646	95 716	2008	INSEE
Luxembourg	300	env. 200		419	env. 919	30/06/2008 / 2001 / 30/06/2008	BA / INSEE / INAMI
Wallonie	4 779	4 811	33 756		43 346	30/06/2008	INAMI
GR. REGION	27 543	env. 6 131	134 119	5 065	172 858	2008	

Référence : Observatoire interrégional du marché de l'emploi
Situation : juillet 2009 (état de la situation au 31/03 et au 30/06/2008)

Sources :

Agence allemande pour l'emploi – Allemagne (services statistiques Sud-Ouest)
IGSS : Inspection Générale de la Sécurité Sociale – Luxembourg
INAMI : Institut national d'Assurance Maladie-Invalidité – Belgique
INSEE – Institut national de la statistique et des études économiques – France (DR Lorraine)

Flux migratoires dans la Grande Région en 2008



Sources : IGSS; BA; INAMI; INSEE (estimations)

Référence : Observatoire interrégional du marché de l'emploi (OIE)

Remarque : le nombre des frontaliers entrants ne correspond pas à celui des frontaliers sortants dans les différentes régions car la zone d'attraction du marché de l'emploi transfrontalier s'étend au-delà du territoire de la Grande Région. Le nombre des frontaliers entrant dans la Grande Région est ainsi supérieur à celui des frontaliers sortants des diverses composantes régionales.

- Globalement, le Luxembourg est ainsi, et de loin, le premier employeur de travailleurs frontaliers au sein de la Grande Région. Grâce à une forte croissance économique et de l'emploi, le Grand-Duché crée depuis de nombreuses années davantage d'emplois qu'il ne dispose de main-d'œuvre sur place. La moitié des près de 147 000 frontaliers entrant au Grand-Duché résident en France, l'autre moitié venant en proportion équivalente de Belgique et d'Allemagne. Même si les zones d'attraction du marché de l'emploi luxembourgeois continuent de s'étendre, elles se concentrent toujours majoritairement dans un rayon relativement restreint autour des frontières du Grand-Duché. Ainsi, en 2008, plus de 100 000 travailleurs frontaliers résident dans les arrondissements, Landkreise et zones d'emploi limitrophes. C'est dans les territoires allemands en particulier que le nombre des frontaliers travaillant au Luxembourg progresse fortement ces dernières années.
- La Lorraine demeure, avec près de 96 000 frontaliers sortants en 2008, la principale région-source de l'espace de coopération. Alors que les deux Länder allemands constituaient encore, jusqu'à la fin des années 1980, les principales destinations pour les frontaliers lorrains, c'est le Luxembourg qui a pris le relais au début des années 1990. Depuis lors, de plus en plus de Lorrains se rendent au Grand-Duché et depuis 2001, on note une nette régression du flux migratoire vers l'Allemagne.

- ▶ Cette baisse est de plus en plus perceptible en Sarre. En 2006, le nombre des frontaliers entrants en provenance de France se situe sous la barre des 21 000. En revanche, on constate une hausse rapide des travailleurs frontaliers de la Sarre vers le Luxembourg. Leur nombre double pratiquement en effet durant les cinq dernières années. Un phénomène similaire se manifeste en Rhénanie-Palatinat où le flux des migrants vers le Luxembourg augmente de deux tiers entre 2003 et 2008.
- ▶ Enfin, de plus en plus de frontaliers - tendance à la hausse - se rendent en Wallonie. Les 25 000 frontaliers entrants comptabilisés à la mi-2008 sont presque exclusivement originaires de France – majoritairement de la Région Nord-Pas-de-Calais. En ce qui concerne les plus de 40 000 frontaliers sortants, dont le nombre progresse de près de 60 % durant les dix dernières années, les flux se concentrent toujours davantage sur le marché de l'emploi luxembourgeois. Les frontaliers travaillant au Luxembourg originaires de la Communauté germanophone de Belgique sont eux aussi de plus en plus nombreux ; à la mi-2008, ils sont environ 3 000 – plus du double que dix ans auparavant.

3.2 Euregio Meuse-Rhin

En 2005, dans l'Euregio Meuse-Rhin, près de 23 500 personnes traversent quotidiennement la frontière pour se rendre à leur travail dans le pays voisin. C'est la direction ouest-est qui prédomine dans les flux migratoires. Cela signifie que les travailleurs frontaliers allant des Pays-Bas et de la Belgique en Allemagne sont nettement plus nombreux que l'inverse. En 2005, selon les données disponibles, 13 063 frontaliers au total travaillent dans la composante allemande de l'Euregio. Avec environ 8 700 personnes, le nombre des frontaliers entrants est également considérable aux Pays-Bas, la grande majorité d'entre eux, soit 6 600, étant originaires de Belgique. En revanche, les travailleurs frontaliers se rendant en Belgique sont quant à eux nettement moins nombreux (1 760). Ainsi, en 2005, environ 55 % de tous les travailleurs frontaliers de l'Euregio-Meuse-Rhin occupent un emploi dans la composante régionale allemande, 37 % dans le Limbourg néerlandais et 7,5 % dans les provinces belges de Liège et de Limbourg. La structure des flux frontaliers dans l'Euregio Meuse-Rhin est globalement stable depuis des années.

L'Euregio Meuse-Rhin



Source : http://www.euregio-mr.org/emr_site/pdf/Euregio_admin_neu.pdf

Travailleurs frontaliers dans l'Euregio Meuse-Rhin 2005

Destination	Origine			
	DE / Regio Aachen	NL / Prov. Limburg	BE / Prov. Liège / Prov. Limburg	Euregio
DE / Regio Aachen		8 105	4 958	13 063
NL / Prov. Limburg	2 100		6 600	8 700
BE / Prov. Liège / Prov. Limburg	500	1 260		1 760
Euregio	2 600	9 365	11 558	23 523

Programme opérationnel objectif III Euregio Meuse-Rhin 2007-2013 ; chapitre Situation économique et sociale et expériences en liaison avec Interreg III, p. 16-18

(http://www.euregio-mr.org/emr_site/pdf/Analyse_socioeco_SWOT_2006-1130_DE_MNV.pdf) ; réalisé par l'IBA / OIE sur la base des chiffres y figurant

L'Allemagne, qui attire le plus grand nombre de frontaliers, accueille, en 2005, environ 13 000 travailleurs venus de l'étranger alors que, à l'inverse, 2 600 seulement de ses résidents quittent le pays pour se rendre à leur travail.

- ▶ 62 % des frontaliers entrants, soit 8 105 personnes, sont originaires du Limbourg néerlandais, dont 5 375 du Sud-Limbourg, 1 755 du Nord-Limbourg et 975 du Moyen-Limbourg. Près de 5 000 frontaliers résident dans les composantes régionales belges, la majorité d'entre eux (4 700 personnes) dans la Communauté germanophone.
- ▶ La majorité des 2 600 frontaliers originaires d'Allemagne travaillent dans le Limbourg néerlandais (2 100 personnes), la plupart (1 060 personnes), dans le Sud-Limbourg (Nord-Limbourg : 865 personnes ; Moyen-Limbourg : 175 personnes).

Parallèlement à l'Allemagne, le Limbourg néerlandais, avec au total 8 700 frontaliers entrants en 2005, attire lui aussi un grand nombre de travailleurs dans l'Euregio. En même temps, 9 410 frontaliers quittent la composante régionale néerlandaise en direction de l'Allemagne et de la Belgique, si bien que le solde migratoire y est légèrement négatif.

- ▶ Plus des trois quarts des frontaliers travaillant au Limbourg sont originaires des composantes régionales flamandes et wallonnes (6 600 personnes), la grande majorité d'entre eux occupant un emploi dans le Sud-Limbourg (4 835 personnes) ; 550 et 1 215 frontaliers belges travaillent respectivement dans le Nord-Limbourg et le Moyen-Limbourg.
- ▶ Sur les 9 410 frontaliers sortants du Limbourg et résidant majoritairement dans le Sud-Limbourg (5 375 personnes), près de 86 % travaillent en Allemagne. Le flux migratoire en direction des composantes régionales belges est, avec 1 260 personnes, nettement inférieur. Dans les deux cas, la majorité des travailleurs frontaliers sortants sont originaires du Sud-Limbourg où se concentrent par conséquent la majorité des flux migratoires entrants et sortants de la composante régionale néerlandaise de l'Euregio.

Comme la province néerlandaise du Limbourg, la composante belge enregistre elle aussi un solde migratoire négatif, celui-ci étant toutefois nettement plus important : face aux 11 500 frontaliers sortants environ au total, elle n'enregistre en effet que 1 760 entrants originaires d'Allemagne ou des Pays-Bas. La composante régionale belge est ainsi le principal vivier du marché de l'emploi transfrontalier de l'Euregio Meuse-Rhin. 4 700 frontaliers sortants environ viennent de la Communauté germanophone de Belgique, près de 6 800 de la composante régionale flamande et de la Communauté française de Wallonie. 43 % environ des frontaliers résidant dans la partie belge de l'Euregio travaillent en Allemagne (près de 5 000 personnes), les autres (6 600), dans le Limbourg néerlandais.

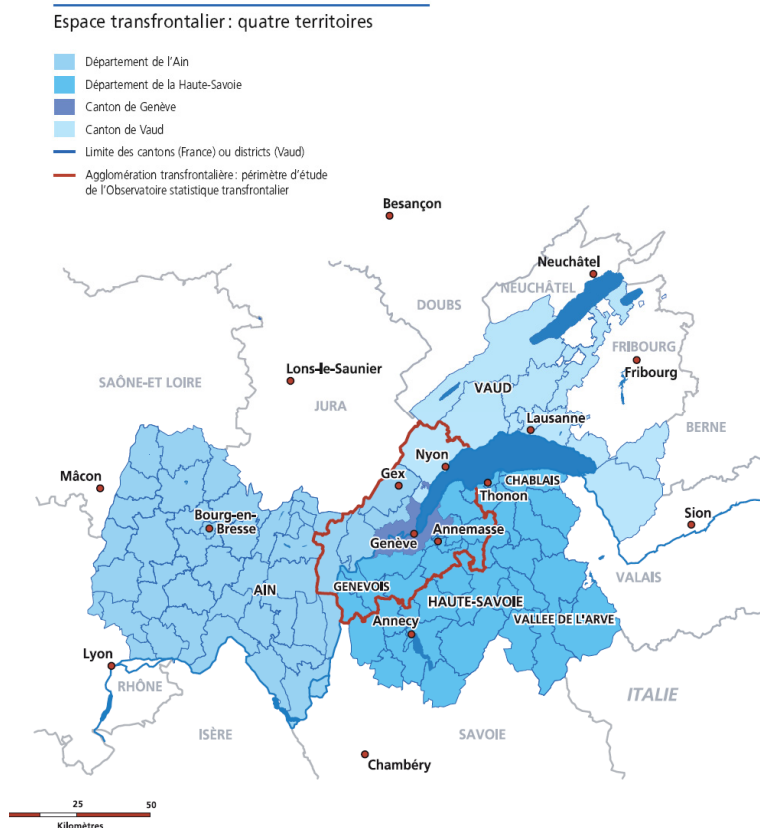
3.3 Espace transfrontalier franco-valdo-genevois

En raison du niveau des salaires beaucoup plus élevé en Suisse, les flux migratoires dans l'Espace transfrontalier sont presque exclusivement orientés vers les composantes régionales de ce pays.²⁰ Selon les informations de l'observatoire statistique de cette région, le nombre des frontaliers dans les composantes régionales suisses atteint, fin 2008, 69 100 personnes au total, dont 76 % travaillent dans le Canton de Genève et 24 % dans le Canton de Vaud. Il s'agit ici de frontaliers au sens propre du terme, c'est-à-dire de frontaliers étrangers titulaires d'un permis de travail.

Si on tient compte des frontaliers atypiques, c'est-à-dire des ressortissants suisses ayant leur résidence en France voisine ainsi que des fonctionnaires internationaux, le total des travailleurs frontaliers peut être estimé à 80 000 personnes. Selon les chiffres dont on dispose, environ 1 700 Suisses ont, en 2008, quitté leur pays et son marché du logement très tendu pour emménager dans les régions frontalières en France, les deux tiers d'entre eux ayant choisi la Haute-Savoie. Sur ces 1 700 personnes, 700 sont ensuite enregistrées en qualité de frontaliers – exactement le même chiffre qu'en 2007. Comme on peut s'y attendre, le mouvement en sens inverse est moins marqué, mais existe malgré tout : 500 anciens tra-

²⁰ Aucune information disponible en matière de travailleurs frontaliers pour les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie membres de l'espace frontalier.

vailliers frontaliers français se sont installés dans la Canton de Genève en 2008 – 200 de plus qu'un an auparavant encore.



Source : Observatoire statistique transfrontalier de l'espace franco-valdo-genevois : Les difficultés conjoncturelles du moment ne remettent pas en cause les évolutions de long terme, Synthèse 2009

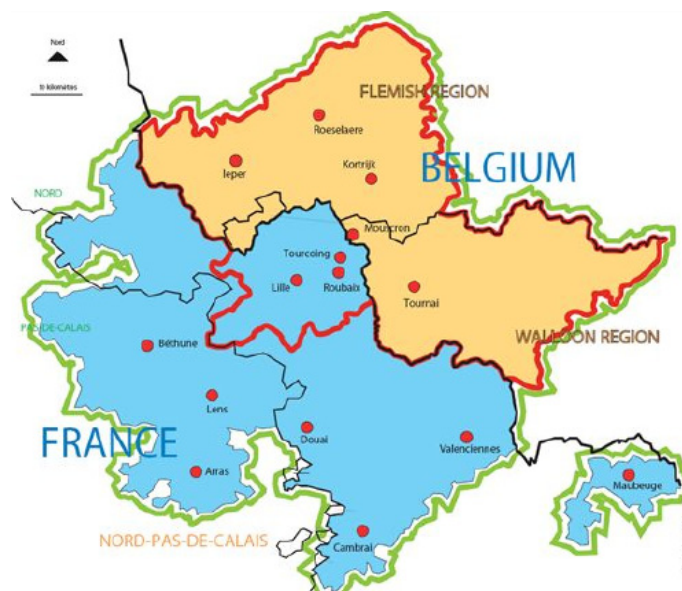
- ▶ Avec au total 52 600 travailleurs frontaliers, le Canton de Genève est ainsi le premier pôle d'attraction du marché de l'emploi transfrontalier de l'Espace transfrontalier franco-valdo-genevois dont le rôle est, au demeurant, prépondérant, au plan national : en effet, près d'un quart de tous les frontaliers travaillant en Suisse ont leur emploi dans le Canton de Genève. Ceux-ci y représentent environ 15 % de tous les salariés.
- ▶ La majorité des travailleurs frontaliers (73 %) du Canton de Genève est originaire de la zone d'emploi du Genevois français située immédiatement à proximité. Les autres frontaliers viennent exclusivement des trois autres zones d'emploi de Haute-Savoie : Annecy (9 %), Vallée de l'Arve (9 %) et Chablais (7 %).
- ▶ Fin 2008, 16 500 travailleurs frontaliers étrangers au total ont leur emploi dans le Canton de Vaud. Cela représente environ 4 % de tous les salariés de cette région ainsi que près de 7 % des frontaliers en Suisse. Conjointement avec le Canton de Genève, un tiers environ des frontaliers en Suisse travaille ainsi dans l'Espace franco-valdo-genevois.

Depuis le 1^{er} juin 2007, les citoyens des Etats de l'UE-15 n'ont plus besoin d'une autorisation de travail, mais uniquement d'une autorisation de séjour. Les ressortissants de ces pays peuvent ainsi librement accéder au marché de l'emploi suisse. Il suffit de disposer d'un contrat de travail pour obtenir une autorisation de séjour. Ainsi, en 2008, le nombre des frontaliers dans l'Espace transfrontalier franco-valdo-genevois progresse plus vite que l'emploi d'une manière générale, même si l'augmentation est moins forte que les années précéden-

tes. Dans le Canton de Genève, la croissance établit à +4,4 %, atteignant +8,8 % dans le Canton de Vaud. Les chiffres dont on dispose pour le premier semestre 2009 confirment nettement le ralentissement des flux migratoires : ainsi, au second semestre 2009, 53 055 frontaliers travaillent-ils dans le Canton de Genève et 16 649 dans le Canton de Vaud.

3.4 Lille-Kortrijk-Tournai

En 2005, dans la région frontalière franco-belge, on recense près de 31 000 travailleurs frontaliers au total. La plupart d'entre eux, soit environ 83 %, se rendent de France en Belgique. Cette situation est toutefois le résultat d'un renversement de tendance intervenu durant les dernières décennies : au milieu des années 1980 en effet, ce sont avant tout des frontaliers belges qui travaillent en France alors que le nombre des Français ayant un emploi en Belgique est nettement inférieur.



Source : http://www.espaces-transfrontaliers.org/en/conurbations/terri_doc_ag_eurometropole_lille_en.html

- ▶ Par rapport aux années 1970 et 1980, le nombre des frontaliers originaires de Belgique et travaillant en France ne cesse de régresser : alors qu'en 1975, 15 790 frontaliers belges ont encore un emploi dans la région française voisine, ce chiffre diminue pour ne plus atteindre finalement que 5 500 personnes – un niveau globalement stable depuis un certain temps maintenant.
- ▶ En 2005, dans les composantes régionales wallonnes et flamandes, le nombre des travailleurs frontaliers originaires de France est estimé à 25 940. 87 % d'entre eux, soit environ 22 500 personnes, viennent du Nord-Pas-de-Calais. En 1999, ils ne sont que 14 730, selon les résultats du recensement ; cela signifie que durant cette période, le nombre des frontaliers originaires du Nord-Pas-de-Calais se rendant dans les composantes régionales flamandes et wallonnes progresse fortement (+8 130 personnes). Il s'agit toujours en majorité d'hommes, pour la plupart employés dans l'industrie.
- ▶ Environ 45 % des frontaliers du Nord-Pas-de-Calais sont originaires de l'agglomération lilloise. On constate à cet égard une forte concentration - 33 % – dans les secteurs de Roubaix-Tourcoing, à proximité de la frontière. Les frontaliers résidant dans ces régions ont majoritairement un emploi à Mouscron (38 %) et Kortrijk (Courtrai) (32 %). 12 % des

frontaliers viennent directement de la ville de Lille et travaillent principalement à Mouscron (30 %) et Tournai (24 %). Sans doute une agglomération transfrontalière se formerait-elle entre Roubaix-Tourcoing et Lille dans le Nord-Pas-de-Calais, d'une part, et le territoire wallon autour de Mouscron et Tournai, d'autre part. En 2005, environ 57 % de tous les frontaliers originaires du Nord-Pas-de-Calais travaillent dans le Hainaut.

- Le nombre des frontaliers français travaillant en Flandre Occidentale – environ un tiers – est quant à lui sensiblement inférieur. La barrière linguistique en est probablement une des raisons. Par rapport à 1999 en effet, le nombre de frontaliers dans le Hainaut francophone double (+106 %), l'augmentation du flux migratoire vers la Flandre Occidentale, avec une hausse de deux tiers, étant nettement moins forte. Les principales destinations des travailleurs frontaliers sont, outre l'arrondissement de Mouscron, les territoires situés autour de Kortrijk, Tournai et Mons.

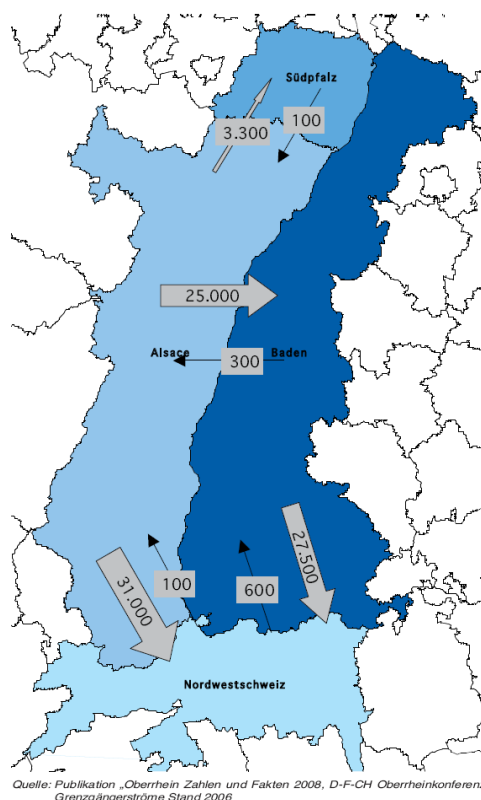
3.5 Rhin supérieur

En 2006, le marché de l'emploi transfrontalier de la région du Rhin supérieur compte 87 900 travailleurs frontaliers au total. Les flux migratoires n'y sont cependant pas homogènes : chaque jour, environ 31 000 résidents alsaciens et près de 27 500 Badois se rendent à leur travail dans la Suisse du Nord-Ouest. 25 000 personnes originaires d'Alsace travaillent quant à elles dans le Bade et environ 3 300 dans le Palatinat du Sud.

La Suisse du Nord-Ouest : principal pôle d'attraction des frontaliers dans la région du Rhin supérieur

La part des personnes résidant en Suisse du Nord-Ouest et travaillant dans le pays voisin est extrêmement faible, comme d'ailleurs le nombre des Allemands originaires du Bade et du Palatinat du sud occupant un emploi en Alsace. Du fait de la faible quantité des frontaliers sortants en Suisse du Nord-Ouest, le marché de l'emploi transfrontalier est, du point de vue de cette région, une voie à sens unique. L'explication principale en réside dans le niveau de salaire nettement plus élevé qu'en Alsace notamment, mais également dans le Bade.

Près de 25 000 travailleurs alsaciens exercent leur emploi dans le Bade, peu de frontaliers faisant toutefois le chemin en sens inverse. Par rapport à la taille de la région de destination, les Alsaciens, avec environ 3 300 personnes, sont relativement nombreux à travailler dans le Palatinat du sud, alors qu'à l'opposé, peu de résidents du Palatinat du sud ont leur emploi en Alsace.



Evolution des flux migratoires dans la Région du Rhin supérieur

	de l'Alsace vers le Palatinat du sud	de l'Alsace vers le Bade	de l'Alsace vers la Suisse du Nord-Ouest	du Bade vers la Suisse du Nord-Ouest	Total Rhin supérieur
1992	3 000	22 000	33 500	23 000	81 500
1999	3 000	27 000	33 000	21 000	84 000
2003	3 500	30 000	34 500	25 000	93 000
2006	3 300	25 000	31 000	27 500	86 800

Source : EURES Transfrontalier Rhin supérieur en coopération avec la Conférence franco-germano-suisse du Rhin supérieur : profil régional du Rhin supérieur 2008 – Données statistiques, analyse de la situation économique et du marché de l'emploi

Le nombre des frontaliers résidant en Alsace et travaillant dans le Palatinat du sud demeure pratiquement constant au fil des années. Par rapport à 1992, il n'augmente que de 300 personnes. La quantité de frontaliers alsaciens se rendant dans le Bade passe de 22 000 en 1992 à près de 25 000 en 2006, celle-ci reculant dans le même temps s'agissant de la Suisse du Nord-Ouest. Le chiffre des frontaliers badois en direction de la Suisse du Nord-Ouest progresse de 23 000 en 1992 à 27 500 en 2006.

Les statistiques concernant les travailleurs frontaliers sont fortement influencées par l'accord sur la libre circulation des personnes (Accord bilatéral I) entre la Suisse et l'UE ayant pris effet le 1^{er} juin 2002. Dans le cadre de cet accord, la préférence nationale (par rapport aux ressortissants de l'UE-15) a été abrogée au printemps 2004. Il n'est désormais plus nécessaire qu'un employeur suisse apporte la preuve au Bureau des étrangers qu'il ne trouve pas de candidat suisse approprié. Pour un Alsacien ou un Badois, Il est ainsi plus facile de prendre pied sur le marché de l'emploi suisse. Du fait de l'accord sur la libre circulation des personnes, le nombre des travailleurs frontaliers continuera probablement de progresser dans le futur.

3.6 Øresund

Fin 2007, dans la région de l'Øresund, 17 100 personnes faisaient chaque jour la navette entre leur lieu de travail et leur résidence. La plupart d'entre elles, 15 300 frontaliers, traversent pour cela le pont de l'Øresund. On estime par ailleurs que 1 100 frontaliers utilisent le ferry entre Elseneur et Helsingborg pour se rendre à leur travail.



Source : www.oresundskomiteen.dk

Depuis l'ouverture du pont de l'Øresund en 2000, le flux migratoire est multiplié par cinq. La progression est particulièrement marquée en 2006 et 2007, les entreprises danoises souffrant d'une forte pénurie de main-d'œuvre durant cette période. En outre, il est toujours financièrement intéressant pour les Danois d'habiter en Scanie (Suède) et de travailler au Danemark où les prix de l'immobilier et les loyers sont plus élevés qu'en Suède. Ainsi, 92 % des frontaliers vivent en Suède et exercent leur activité professionnelle au Danemark.

Travailleurs frontaliers dans la région de l'Øresund par lieu de résidence

	1997	1999	2001	2003	2005	2006	2007
De l'Øresund suédois vers l'Øresund danois	2 130	2 584	3 751	5 683	8 783	12 251	15 742
De l'Øresund danois vers l'Øresund suédois	166	204	539	536	734	1 065	1 369
Total	2 296	2 788	4 290	6 219	9 517	13 316	17 111

Source : <http://www.tendensoresund.org/en>

Les évolutions démographiques de la Scanie (Suède) et du Sjaelland (Danemark) indiquent que la pénurie actuelle de main-d'œuvre du côté danois de l'Øresund ira en s'accroissant. Il faut en conséquence admettre que les flux migratoires seront à l'avenir davantage influencés par l'offre et la demande sur le marché de l'emploi que par la situation du logement, comme c'était le cas ces dernières années, depuis l'ouverture du pont de l'Øresund. Selon les prévi-

sions, les écarts entre les prix de l'immobilier et les loyers dans les deux territoires de la région de l'Øresund disparaîtront progressivement. Pour de nombreux Danois, il demeurera néanmoins intéressant d'habiter en Scanie et de travailler au Danemark.

Evolution des mouvements migratoires et perspectives

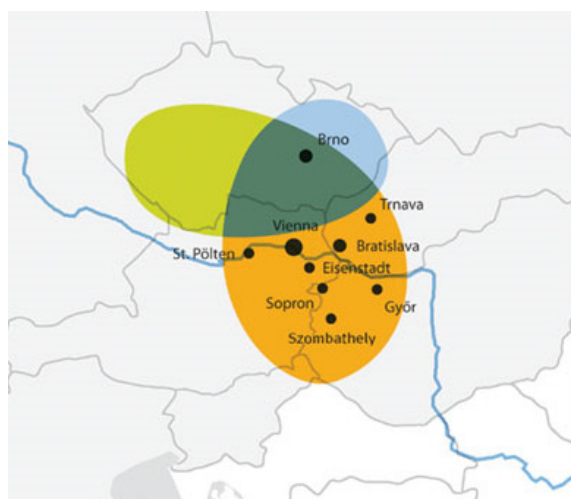
Les mouvements migratoires augmentent fortement dans la région de l'Øresund depuis 2000 : alors que cette année-là, 3 300 travailleurs franchissent la frontière chaque jour, ils sont déjà 9 500 fin 2005. Durant ces cinq années, le nombre des frontaliers augmente en conséquence de 1 200 personnes par an en moyenne, soit 23 %.

La hausse des mouvements migratoires au départ de la partie suédoise de la région de l'Øresund vers la partie danoise est principalement observée entre le sud de la Scanie et Copenhague ainsi que les communes environnantes. En 1999, ces mouvements constituent 55 % du volume général du flux des frontaliers dans la région de l'Øresund. En 2005, ils en représentent déjà 79 %.

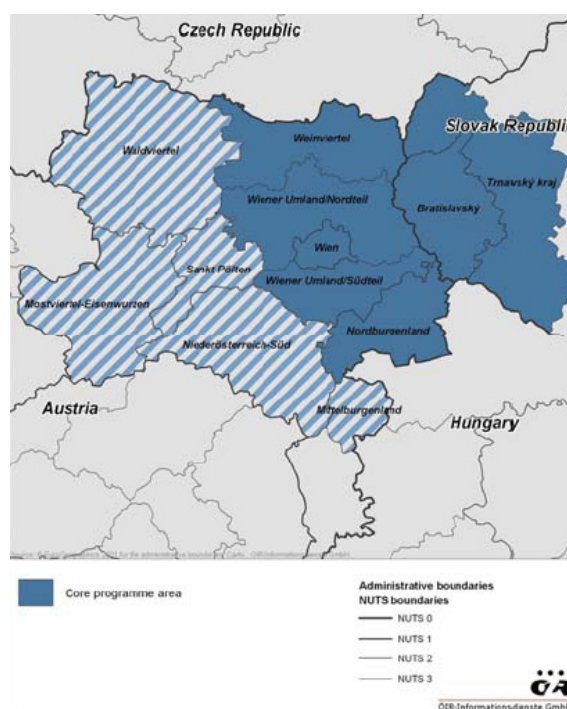
On admet que jusqu'en 2015, les mouvements migratoires via le pont de l'Øresund augmenteront à raison de 9,7 % par an. Sans doute 40 000 frontaliers se rendront-ils chaque jour à leur travail rien que dans la région de l'Øresund en 2015.

3.7 Wien-Bratislava

Les deux villes de Vienne (Wien) et de Bratislava se situent au centre de la région frontalière CENTROPE composée des Länder autrichiens de Vienne, de la Basse-Autriche et de Burgenland, du district de Moravie du sud, des districts de Bratislava et de Trnava ainsi que des comitats de Győr-Moson-Sopron et de Vas.



Source : http://centrope.info/baerdtnu/topics/Region_DieRegion



Source : Cross-Border Cooperation Programme Slovakia – Austria 2007-2013

Cette entité constituée très récemment seulement, ne dispose malheureusement que de très peu de données disponibles concernant les travailleurs frontaliers à l'heure actuelle. En raison d'un niveau salarial plus favorable en Autriche, on parle en ce moment principalement de flux migratoires vers ce pays en provenance de la Slovaquie. Les travailleurs originaires de Slovaquie sont majoritairement employés dans les secteurs suivants : hôtellerie et restauration, services sociaux et publics, agriculture et sylviculture.

Depuis l'entrée de la Slovaquie dans l'UE au mois de mai 2004, les ressortissants slovaques sont, d'une manière générale, autorisés à travailler sur le marché de l'emploi en Europe occidentale sans autorisation particulière. L'Autriche a toutefois, comme la plupart des états de l'UE-15, adopté une disposition transitoire afin de limiter la libre-circulation des travailleurs, disposition s'appliquant également à la main-d'œuvre en provenance de la Slovaquie. Cette réglementation provisoire doit être supprimée en 2010. C'est pour cette raison que le nombre des travailleurs frontaliers entre la Slovaquie et l'Autriche demeure à un niveau relativement stable à l'heure actuelle. Ainsi, en 2007, selon les informations du département EURES du service du marché de l'emploi autrichien (AMS), 1 585 Slovaques franchissent chaque jour la frontière pour se rendre à leur travail en Autriche. Un an plus tard, en 2008, on compte 1 824 frontaliers, dont pratiquement les deux tiers sont des hommes. Après l'ouverture définitive du marché de l'emploi autrichien, ces chiffres augmenteront sans aucun doute plus fortement.

4. Synthèse et perspectives

La carte économique, sociale et culturelle de l'Europe est toujours davantage marquée par les régions qui, du fait des progrès de la globalisation et dans le contexte d'une Europe de plus en plus unifiée, se trouvent en même temps en situation de concurrence accrue. Ce faisant, des potentiels particuliers sont attribués aux régions métropolitaines qui ont vocation à jouer un rôle moteur dans le développement sociétal, économique, social et culturel, avec un fort rayonnement sur les régions environnantes. Elles sont par ailleurs appelées à contribuer à l'amélioration des performances et de la compétitivité du continent ainsi qu'à l'accélération du processus européen d'intégration. Dans ce sens, les régions métropolitaines constituent des points névralgiques dans un monde où les réseaux sont de plus en plus nombreux et représentent à ce titre des pôles d'attraction d'une économie qui, dans le contexte européen et global, s'organise autour de la division du travail. Au plan européen, le renforcement des métropoles existantes et la création de nouveaux espaces métropolitains seront donc, pour des raisons de compétitivité globale et dans l'esprit de la stratégie de Lisbonne, tout particulièrement soutenus dans le cadre d'une politique d'aide en conséquence.

La Grande Région s'efforce elle aussi tout particulièrement de mettre à profit et d'associer transfrontalièrement ses potentiels économiques et de savoirs afin de s'affirmer au niveau continental. Il s'agit également pour elle de confirmer durablement en Europe son statut de région modèle en matière de coopération transfrontalière en renforçant celle-ci au plan interrégional. Ainsi sont définies les conditions essentielles pour donner corps aux intentions politiques manifestées ici – comme dans de nombreuses autres régions frontalières –, visant à faire de la Grande Région, à moyen terme, une région métropolitaine polycentrique transfrontalière. Une telle évolution va de pair avec une consolidation du rayonnement socio-économique à l'échelle européenne. Pour cela, il y a lieu d'accroître la dimension stratégique et l'impact, hors de ses frontières, de la région dans son ensemble en sa qualité d'espace économique, de travail et de vie attractif. Mais il s'agit également d'améliorer sa position dans la concurrence des sites européens et mondiaux. Au regard de la globalisation et de la poursuite de la mutation structurelle et démographique, avec ses besoins en main-d'œuvre qualifiée qui ne manqueront pas d'augmenter substantiellement à moyen terme, ces facteurs seront de plus en plus importants pour le développement futur de l'économie et du marché de l'emploi. Et les défis qui s'offrent ici à la Grande Région tout particulièrement sont de taille. A cet égard et dans le cadre du projet « OPTI-MATCH » de l'Observatoire interrégional du marché de l'emploi, il est important pour la présente comparaison, de nature quantitative, de déterminer de quelle manière la Grande Région peut, en se référant à d'importants indices socio-économiques ainsi qu'à des données de base concernant le marché de l'emploi transfrontalier, s'affirmer vis-à-vis d'autres régions frontalières d'Europe.

L'analyse statistique et quantitative d'indices socio-économiques dans les domaines de la population, de l'économie et de l'emploi fait apparaître qu'il subsiste des potentiels inexploités et des besoins de développement dans la Grande Région. Par rapport aux autres régions frontalières examinées, elle ne se place ainsi, dans de nombreux cas, qu'en milieu de tableau, se situant par ailleurs souvent sous la moyenne européenne.²¹ Au regard de ces ré-

²¹ S'agissant également d'autres indices dans les domaines du marché de l'emploi, de la science et de l'innovation qui n'ont pas été pris en considération ici pour des raisons liées à la disponibilité des données, on

sultats, l'analyse révèle les forces et les faiblesses de la Grande Région. L'un des principaux atouts de l'espace de coopération réside notamment dans sa population et la grande mobilité de cette dernière dans le marché de l'emploi transfrontalier de la Grande Région.

La mobilité transfrontalière des travailleurs qui ne cesse de croître depuis plus de vingt ans – manifestation la plus visible de l'imbrication étroite des différentes composantes régionales constatée en particulier dans la partie centrale de la Grande Région et mettant à cet égard en évidence le potentiel de cette dernière en tant que région européenne modèle - présente un véritable caractère d'unicité qui distingue, là aussi, nettement la Grande Région par rapport à d'autres régions frontalières : avec près de 200 000 frontaliers qui se rendent tous les jours de leur lieu de résidence à leur travail dans le pays voisin, on peut considérer que l'espace de coopération détient le record des mouvements transfrontaliers au sein de l'Union européenne, autant en termes de quantité que de densité. En effet, dans aucune des régions frontalières examinées dans le cadre de la présente étude, les travailleurs ne sont aussi mobiles transfrontalièrement que dans la Grande Région. Le Rhin supérieur et l'Espace transfrontalier franco-valdo-genevois s'en rapprochent le plus avec environ 90 000 et 80 000 frontaliers respectivement. Une fois de plus – comme dans d'autres régions frontalières –, le marché de l'emploi transfrontalier se développe sans cesse dans le sillage des progrès du processus d'intégration européen, en dépit de tous les obstacles structurels et juridiques qui s'opposent toujours à l'activité frontalière²².

Les raisons de cette migration professionnelle transfrontalière sont multiples, la perspective d'un meilleur salaire et le nombre des emplois proposés, notamment, étant sans doute des facteurs entrant en ligne de compte. Par ailleurs, les disparités socio-économiques entre les différentes composantes régionales sont également un levier essentiel de la progression du phénomène frontalier. La Grande Région se caractérise par la diversité de ses composantes et une grande disparité économique.²³ D'importants écarts s'observent entre les territoires économiquement prospères et ceux dotés de structures faibles, à la fois au niveau interrégional et au sein même des différentes parties de l'espace de coopération. Ceci transparaît non seulement dans les chiffres de l'économie et, avant tout, du marché de l'emploi, mais s'exprime également à travers les tendances marquées à l'immigration et le développement territorial défavorable des régions moins attractives et aux structures plus faibles – particulièrement dans les espaces plutôt périphériques situés à l'écart des centres économiques et urbains. Cette problématique est encore accentuée par les perspectives démographiques.

S'agissant des performances économiques et de la dynamique de l'emploi, le Luxembourg, notamment, joue un rôle déterminant parmi les cinq composantes régionales. Site économique et financier puissant, son rayonnement est européen, voire mondial. Le Grand-Duché compte parmi les régions économiquement les plus performantes au monde. Grâce à sa dynamique de croissance, il est devenu le moteur économique et - indépendamment des

sait que la Grande Région n'a souvent obtenu que des résultats moyens par rapport au reste de l'Europe (cf. Réseau des instituts spécialisés de l'Observatoire interrégional du marché de l'emploi : Rapport sur la situation économique et sociale de la Grande Région pour le Comité économique et social de la Grande Région, Sarrebruck, mars 2009).

²² C'est ici justement que la Grande Région fait une nouvelle fois preuve d'une compétence toute particulière. Son projet « Task-Force Frontaliers » est en effet spécifiquement dédié à cette problématique.

²³ Cf. à ce propos les travaux de l'OIE dans le cadre de la phase d'action 3 du projet OPTI-MATCH (données socio-économiques et dynamisme de développement – une comparaison interrégionale et au sein même des régions) - rapport en cours de publication.

évolutions actuelles en liaison avec la crise économique et financière – de loin de principal pôle d'emploi du marché transfrontalier de la Grande Région. Au cœur de cette dernière se développe ainsi de plus en plus nettement un vaste espace centré sur le Luxembourg, avec des liens et des interactions de part et d'autre de ses frontières.

Dans ce contexte, il convient de ne pas initier des mesures individuelles, ponctuelles et isolées, dans le cadre du développement transfrontalier du marché de l'emploi et de la région. Il y a bien davantage lieu de considérer, dans une perspective à long terme, en veillant au principe de la cohésion territoriale, les interactions, les disparités et les relations de dépendances régionales comme un tout, pour l'ensemble de la région. Tous peuvent en profiter et cette approche constitue finalement une chance essentielle de consolider le rayonnement et l'attrait socio-économique de la Grande Région au niveau européen. Au regard des opportunités que recèle le marché de l'emploi transfrontalier, il s'agit d'optimiser les relations entre offre et demande de main-d'œuvre – une thématique au centre du projet « OPTI-MATCH » de l'OIE dans le cadre du programme Interreg IVA Grande Région. Afin, par ailleurs, de renforcer durablement le caractère de région modèle européenne, notamment vis-à-vis d'autres régions frontalières en plein essor, il est au demeurant nécessaire de développer les coopérations interrégionales, c'est-à-dire de mettre en place une « gouvernance régionale » qui fonctionne, dotée de formes efficaces et d'institutions dédiées à la collaboration et à l'organisation régionales et intercommunales, afin de mobiliser et de rassembler des forces, de placer des accents et d'exploiter des synergies en interne, tout en se montrant capable de s'exprimer, d'agir et de s'affirmer vers l'extérieur.

Bibliographie et sources

Conseil du Léman : Chiffres-clefs de l'espace lémanique, septembre 2009

Cross-Border Cooperation Programme Slovakia – Austria 2007-2013

EURES Transfrontalier Rhin supérieur en coopération avec la Conférence franco-germano-suisse du Rhin supérieur : Profil régional du Rhin supérieur 2008 – Données statistiques, analyse de la situation économique et du marché de l'emploi

Commission européenne, Eurostat : Eurostat Annuaire des régions 2008, Luxembourg : Office des publications officielles de la Communauté européenne 2008

Sommet de la Grande Région : Déclaration commune du 10^e Sommet de la Grande Région, Namur, le 8 février 2008

Sommet de la Grande Région : Déclaration commune du 11^e Sommet de la Grande Région, Château de Senningen, le 17 juillet 2009

INSEE Nord Pas-de-Calais, EuresChannel : Pages de Profils n°10, septembre 2006

Observatoire interrégional du marché de l'emploi (OIE) : La situation du marché de l'emploi dans la Grande Région. Sixième rapport de l'Observatoire interrégional du marché de l'emploi pour le 11^e Sommet des Exécutifs de la Grande Région, Sarrebruck, avril 2009 (avec des données actualisées)

Observatoire interrégional du marché de l'emploi : Documentation du premier atelier-débat « Assurer l'avenir : les régions frontalières, des pôles régionaux au développement dynamique dans un contexte de la concurrence interrégionale » dans le cadre du projet OPTI-MATCH, le 21 janvier 2009 à Luxembourg, Sarrebruck, avril 2009

Réseau des instituts spécialisés de l'Observatoire interrégional du marché de l'emploi : Rapport sur la situation économique et sociale de la Grande Région pour le Comité économique et social de la Grande Région, Sarrebruck, mars 2009

Observatoire statistique transfrontalier de l'espace franco-valdo-genevois : Les difficultés conjoncturelles du moment ne remettent pas en cause les évolutions de long terme, Synthèse 2009

Observatoire statistique transfrontalier des accords bilatéraux : L'agglomération franco-valdo-genevois prend sa vitesse de croisière, Synthèse 2007

Programme opérationnel objectif III Euregio Meuse-Rhin 2007-2013 ; chapitre Situation économique et sociale et expériences en liaison avec Interreg III, p. 16-18 (http://www.euregio-mr.org/emr_site/pdf/Analyse_socioeco_SWOT_2006-1130_DE_MNV.pdf)

<http://centrope.info>

<http://epp.eurostat.ec.europa.eu>

http://www.ba-auslandsvermittlung.de/lang_de/nn_2864/DE/LaenderEU/Schweiz/Arbeiten/arbeiten-knoten.html_nnn=true

http://www.espaces-transfrontaliers.org/en/conurbations/terri_doc_ag_eurometropole_lille_en.html

<http://www.tendensoresund.org/en>

www.espon.eu/main/Menu_Projects/Menu_TargetedAnalyses/metroborder.html

www.euregio-mr.org

www.insee.fr

www.oresundskomiteen.dk

www.wen.uni.lu/research/flshase/laboratoire_de_geographie_et_aménagement_du_territoire/research/espon_metroborder